

Journal officiel

de l'Union européenne

C 56



Édition
de langue française

Communications et informations

52^e année

10 mars 2009

Numéro d'information Sommaire Page

II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission

2009/C 56/01	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection ⁽¹⁾	1
2009/C 56/02	Autorités nationales compétentes au sens de l'article 2, point b), du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil	3
2009/C 56/03	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5475 — Atlantia/Acciona/Itinere Chilean Assets) ⁽¹⁾	28
2009/C 56/04	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5422 — Statoilhydro/ST1/ST1 Avifuels) ⁽¹⁾	28

IV *Informations*

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission

2009/C 56/05	Taux de change de l'euro	29
--------------	--------------------------------	----

FR

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (<i>suite</i>)	<i>Page</i>
INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES		
2009/C 56/06	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001	30
2009/C 56/07	Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001	34
2009/C 56/08	Procédure nationale pour l'attribution de droits limités de trafic aérien à Chypre	37
<hr/>		
V Avis		
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES		
Commission		
2009/C 56/09	Avis d'adjudication pour l'achat de beurre par les organismes payeurs	41
PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE		
Commission		
2009/C 56/10	Avis d'ouverture d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures antidumping applicables aux importations de cyclamate de sodium originaire de la République populaire de Chine et de l'Indonésie	42
PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE		
Commission		
2009/C 56/11	Aides d'État — Grèce — Aide d'État C 48/08 (ex NN 61/08) — Aide d'État présumée en faveur de Ellinikos Xrysos S.A. — Décision d'ouvrir la procédure formelle d'examen — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	45



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

AUTRES ACTES

Commission

2009/C 56/12	Avis à l'attention des personnes et entités ajoutées par le règlement (CE) n° 184/2009 de la Commission à la liste visée aux articles 2, 3 et 7 du règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban	52
--------------	--	----

Rectificatifs

2009/C 56/11	Rectificatif à l'avis du comité consultatif en matière de concentrations rendu lors de sa réunion du 2 juin 2008 sur un projet de décision dans l'affaire COMP/M.4942 — Nokia/Navteq — Rapporteur: France (JO C 13 du 20.1.2009)	54
2009/C 56/12	Rectificatif à la liste des eaux minérales naturelles en Islande et en Norvège visée à l'article 1 ^{er} de la directive 80/777/CEE du Conseil du 15 juillet 1980 relative au rapprochement des législations des États membres concernant l'exploitation et la commercialisation des eaux minérales naturelles (annule et remplace le texte publié au JO C 297 du 20.11.2008, p. 177 et dans le supplément EEE n° 69 du 20 novembre 2008, p. 1) (JO C 23 du 29.1.2009)	54



II

(Communications)

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE
L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

**Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE
Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 56/01)

Date d'adoption de la décision	4.2.2009
Aide n°	N 656/08
État membre	Allemagne
Région	Hessen
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Amendment of rescue and restructuring aid scheme for SMEs in Hessen, Gemany
Base juridique	Richtlinien für die Übernahmen von Bürgschaften und Garantien durch das Land Hessen für die gewerbliche Wirtschaft — Teil C: Bürgschaften zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten
Type de la mesure	Régime
Objectif	Sauvetage d'entreprises en difficulté, Restructuration d'entreprises en difficulté
Forme de l'aide	Garantie
Budget	Dépenses annuelles prévues: 20 Mio EUR Montant global de l'aide prévue: 60 Mio EUR
Intensité	—
Durée	1.1.2009-31.12.2011
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Hessisches Ministerium der Finanzen Friedrich-Ebert-Allee 8 D-65185 Wiesbaden
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

Date d'adoption de la décision	19.2.2009
Aide n°	N 38/09
État membre	Allemagne
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Regelung zur vorübergehenden Gewährung niedrigverzinslicher Darlehen an Unternehmen im Geltungsbereich der Bundesrepublik Deutschland während der Finanz- und Wirtschaftskrise (Bundesrahmenregelung Niedrigverzinsliche Darlehen)
Base juridique	Regelung zur vorübergehenden Gewährung niedrigverzinslicher Darlehen an Unternehmen im Geltungsbereich der Bundesrepublik Deutschland während der Finanz- und Wirtschaftskrise (Bundesrahmenregelung Niedrigverzinsliche Darlehen), Förderprogramme und -richtlinien in Bund, Ländern und Kommunen, Haushaltsregelungen auf Bundes, Landes und kommunaler Ebene
Type de la mesure	Régime
Objectif	Aides pour remédier à une perturbation grave de l'économie
Forme de l'aide	Bonification d'intérêts
Budget	Montant global de l'aide prévue: 6 000 Mio EUR
Intensité	—
Durée	31.12.2010
Secteurs économiques	Tous les secteurs
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Förderinstitute des Bundes und der Länder
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/

AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES
au sens de l'article 2, point b), du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil

(2009/C 56/02)

Le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage prévoit que les listes des autorités nationales compétentes font l'objet d'une publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le règlement (CE) n° 1339/2001 du Conseil du 28 juin 2001 étend les effets du règlement (CE) n° 1338/2001 aux États membres qui n'ont pas adopté l'euro comme monnaie unique.

Conformément aux dispositions de ces règlements, les États membres ont désigné les autorités compétentes, au niveau national, en matière de lutte contre le faux monnayage.

La Commission a établi les listes de ces autorités nationales compétentes. Les listes ci-dessous complètent et mettent à jour les listes des autorités nationales compétentes publiées au JO C 173/2 du 19.7.2002.

Les listes figurant ci-après correspondent aux quatre tirets de l'article 2, point b), du règlement (CE) n° 1338/2001.

Autorités désignées par les États membres pour l'identification des faux billets et des fausses pièces

(au sens de l'article 2, point b), premier tiret, du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil)

État membre (1)	Institution	
Belgique	Office central de la répression du faux monnayage (Police Judiciaire Fédérale/Direction Ecofin) Boulevard Berlaumont, 14 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410	Centrale dienst ter beteugeling van valsmunterij (Federale Gerechtelijke Politie/Directie Ecofin) Berlaumontlaan 14 1000 Brussel BÈLGIE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410
Bulgarie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Българска народна банка — Bulgarian National Bank Issue Department Issuing Policy and Control Directorate National Analysis Centre 1, Knyaz Alexander I Square 1000 Sofia BULGARIA Tel. +359 291451561 Fax +359 29802425 e-mail: nacbg@bnbank.org 2. Chief Directorate «Combating organized crime» — «Counterfeit» Unit 45, Cherni Vruh Bldv 1407 Sofia BULGARIA e-mail: 170@mvr.bg 3. Chief Directorate «Border police» — «Operational search» Unit 46, Maria Luisa Bldv, 1202 Sofia BULGARIA e-mail: nsgp@mvr.bg 4. Chief Directorate «Combating crime, protection of public order and crime prevention» — «Economic police» Unit 235, Slivnica Bldv 1202 Sofia BULGARIA e-mail: ncp@mvr.bg 	

État membre (1)	Institution
République tchèque	<p>Česká Národní Banka — Czech National Bank Na Příkopě 28 115 03 Praha 1 ČESKÁ REPUBLIKA Contact persons — NCC: Miroslav Matějka Tel. +420 22441 3654 Fax +420 224417954 Petr Pikora Tel. +420 224412159 Fax +420 224412834 e-mail: ncc.cz@cnb.cz</p>
Danemark	<p>Rigspolitiet Kriminalteknisk Center Dokumentsektionen NAC/CNAC Slotherrensevej 113 2720 Vanløse DANMARK Tel. +45 45154575 Fax +45 45150136 e-mail: nacdk@politi.dk</p>
Allemagne	<ol style="list-style-type: none"> <li data-bbox="612 875 1023 1099">1. Bundeskriminalamt Wiesbaden SO 42 Thaerstraße, 11 65193 Wiesbaden DEUTSCHLAND National Central Office (NCO) Tel. +49 611551-5422 Fax +49 611551-5698 e-mail: so42@bka.bund.de <li data-bbox="612 1122 1023 1290">2. Landeskriminalamt Baden-Württemberg Inspektion 470/FG Taubenheimstr. 85 70372 Stuttgart DEUTSCHLAND Tel. +49 7115401-3589 e-mail: poststelle@lka.bwl.de <li data-bbox="612 1312 1023 1480">3. Bayerisches Landeskriminalamt SG 621 Mailingerstr. 15 80636 München DEUTSCHLAND Tel. +49 891212-1621 e-mail: blka.sg621@polizei.bayern.de <li data-bbox="612 1503 1023 1671">4. Der polizeipräsident in Berlin LKA 413 Tempelhofer Damm 12 12101 Berlin DEUTSCHLAND Tel. +49 30466494-1300 e-mail: lka413@polizei.verwalt-berlin.de <li data-bbox="612 1693 1023 1861">5. Landeskriminalamt Brandenburg LKA 111 Tramper Chaussee 1 16225 Eberswalde DEUTSCHLAND Tel. +49 3334388-1116 e-mail: lage.auskunftsdienst@bb.extrapol.de <li data-bbox="612 1883 1023 2051">6. Landeskriminalamt Bremen PD Kriminalpolizei LKA K 44/FG In der Vahr 76 28329 Bremen DEUTSCHLAND Tel. +49 421362-3844 e-mail: k44@polizei.bremen.de

État membre (*)	Institution
	<p>7. Landeskriminalamt Hamburg LKA 522 Übersee-Ring 35 22297 Hamburg DEUTSCHLAND Tel. +49 4042867-5220 e-mail: lka52n@polizei.hamburg.de</p> <p>8. Hessisches Landeskriminalamt HSG 42 Hölderlinstr. 1-5 65187 Wiesbaden DEUTSCHLAND Tel. +49 61183-4200 e-mail: hsg42.hlka@polizei.hessen.de</p> <p>9. Landeskriminalamt Mecklenburg-Vorpommern Dez. 63.2 Retgendorfer Str. 2 19067 Rampe DEUTSCHLAND Tel. +49 386664-6328 e-mail: lka-mv@polmv.de</p> <p>10. Landeskriminalamt Niedersachsen SG. 35.1 Schützenstr. 25 30161 Hannover DEUTSCHLAND Tel. +49 51126262-3512 e-mail: sg35-1@lka.polizei.niedersachsen.de</p> <p>11. Landeskriminalamt Nordrhein-Westfalen SG. 31.4 Völklinger Str. 49 40221 Düsseldorf DEUTSCHLAND Tel. +49 211939-3146 e-mail: sg31.42.lka@polizei.nrw.de</p> <p>12. Landeskriminalamt Rheinland-Pfalz Dez. 51/FG Valenciaplatz 1-7 55118 Mainz DEUTSCHLAND Tel. +49 613165-2437 e-mail: lka.51.dl@polizei.rlp.de</p> <p>13. Landeskriminalamt Saarland LKA 441 Mainzer Str. 134/136 66121 Saarbrücken DEUTSCHLAND Tel. +49 681962-3600 e-mail: lka-saarland-441@polizei.slpol.de</p> <p>14. Landeskriminalamt Sachsen Dez. 21-FG Neuländer Str. 60 01129 Dresden DEUTSCHLAND Tel. +49 351855-3464 e-mail: lka@sn.extrapol.de</p> <p>15. Landeskriminalamt Sachsen-Anhalt Abt.4, Dez. 41.2-3 Lübecker Str. 53-63 39124 Magdeburg DEUTSCHLAND Tel. +49 391250-2453 e-mail: 4_falschgeld@lka.pol.sachsen-anhalt.de</p>

État membre (1)	Institution
	<p>16. Landeskriminalamt Thüringen Abt.6/Dez. 61.6 Am Schwemmbach 99099 Erfurt DEUTSCHLAND Tel. +49 361341-1814 e-mail: auswertung.lka@polizei.thueringen.de</p> <p>17. Landeskriminalamt Schleswig-Holstein SG 231 Mühlenweg 166 24116 Kiel DEUTSCHLAND Tel. +49 431160-4231 e-mail: kiel.lka231@polizei.landsh.de</p> <p>18. Bundespolizei-präsidium Abt. 3/Ref. 31 Heinrich-Mann-Allee 103, Haus 44 14473 Potsdam DEUTSCHLAND Tel. +49 0261399-299 (Rizzerstraße 8, 56068 Koblenz)</p> <p>19. Deutsche Bundesbank Falschgeldstelle H 12 Hegelstraße 65 55122 Mainz DEUTSCHLAND Tel. +49 6131377-4400 Fax +49 6131377-4499 e-mail: nccde@bundesbank.de</p>
Estonie	<p>1. Central Criminal Police of the Republic of Estonia Tööstuse 52 10416 Tallinn EESTI/ESTONIA Tel. +372 6123705 Fax +372 6123726 e-mail: keskkriminaalpolitsei@kkp.pol.ee Contact office: Criminal Intelligence Department (as NCO) Tel. +372 6123698 Ms Ülle Holme e-mail: ylle.holm@kkp.pol.ee</p> <p>2. Bank of Estonia NCC Cash and Security Department Estonia Bld.13 15095 Tallinn EESTI/ESTONIA Tel. 372 6680985 Fax +372 6680705</p>
Irlande	<p>1. An Garda Síochána Examination Section Documents and Handwriting Garda Technical Bureau Garda Headquarters Phoenix Park Dublin 8 Tel. +353 16662590 Fax +353 16662595 IRELAND e-mail: docs@iol.ie</p> <p>2. An Garda Síochána Garda Bureau of Fraud Investigation Harcourt Square Harcourt Street Dublin 2 IRELAND Tel. +353 16663768 Fax +353 16663770 e-mail: gbfi_chèques@garda.ie</p>

État membre (1)	Institution	
	<p>3. Central Bank and Financial Services Authority of Ireland Currency Centre PO Box 61 Sandyford Dublin 16 IRELAND Tel. +353 12198818 Fax +353 12950741 e-mail: cnac.ie@centralbank.ie</p>	
Grèce	<p>1. Τράπεζα της Ελλάδος Διεύθυνση Ταμείων Μεσογείων 341 152 31 Χαλάνδρι/Halandri ΕΛΛΑΔΑ/GREECE Τηλ: +30 2106709191 Φαξ: +30 2106709195 e-mail: nccgr@bankofgreece.gr</p> <p>2. Αρχηγείο Ελληνικής Αστυνομίας Διεύθυνση Εγκληματολογικών Ερευνών Εργαστήριο διερεύνησης παρα- χάραξης, κιβδηλείας και πλαστότητας εντύπων και αξιών Λ. Αλεξάνδρας 173 115 22 Αθήνα/Athens ΕΛΛΑΔΑ/GREECE Τηλ: +30 2106476878, +30 2106476879 Φαξ: +30 2106470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p> <p>3. Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών Γενική Διεύθυνση Οικονομικής Πολι- τικής Διεύθυνση Ευρωπαϊκής Ένωσης Τμήμα Ευρώ Νίκης 5-7, Σύνταγμα 101 80 Αθήνα/Athens ΕΛΛΑΔΑ/GREECE Τηλ: +30 2103332823 Φαξ: +30 2103332760 e-mail: m.kanetakis@mneec.gr</p> <p>4. Γενικό Λογιστήριο του Κράτους 25η Διεύθυνση κίνησης κεφαλαίων, εγγυήσεων και αξιών Πανεπιστημίου 37 10165 Αθήνα/Athens ΕΛΛΑΔΑ/GREECE Τηλ: +30 2103338913 Φαξ: +30 2103338959 e-mail: mgeorgiou@mof-gl.k.gr</p>	<p>1. Bank of Greece Cash Departemnt Mesogeion 341 152 31 Halandri GREECE Tel. +30 2106709191 Fax +30 2106709195 e-mail: nccgr@bankofgreece.gr</p> <p>2. Hellenic Police Headquarters Forensic Science Division False Documents & Counterfeit Currency Laboratory Hellenic National Analysis Center 173, Alexandras Avenue 115 22 Athens GREECE Tel: +30 2106476878, +30 2106476879 Fax: +30 2106470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p> <p>3. Ministry of Economy and Finance Directorate General for Economic Policy Directorate for European Union affairs Unit for the Euro Nikis 5-7 Syntagma 101 80 Athens GREECE Tel +30 2103332823 Fax: +30 2103332760 e-mail: m.kanetakis@mneec.gr</p> <p>4. General accounting office of the State 25th Directorate funds transfers guaranties loans and securities Panepisthmioi 37 10165 Athens GREECE Tel. +30 2103338913 Fax +30 2103338959 e-mail: mgeorgiou@mof-gl.k.gr</p>
Espagne	<p>1. Ministerio del Interior Dirección General de la Policía Comisaría General de Policía Judicial Brigada de Investigación del Banco de España (O.C.N.) C/Alcalá, 522 28027 Madrid ESPAÑA Tel. +34 913386995 Fax +34 913386886 e-mail: bibe@dgp.mir.es</p>	

État membre (1)	Institution
	<p>2. Banco de España Emisión y Caja C/Alcalá, 522 28027 Madrid ESPAÑA Tel. +34 913386332 Fax +34 913386887 e-mail: cnac.es@bde.es</p>
France	<p>1. Direction Centrale de la Police Judiciaire Sous-Direction des Affaires Economiques et Financières Office Central pour la Répression du Faux Monnayage (OCRFM) 101-103 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre FRANCE Tel. +33 140978416, +33 0140978279 Fax +33 140978896 e-mail: valerie.maldonado@interieur.gouv.fr</p> <p>2. Banque de France (CAN et NCC) Direction Générale des Activités Fiduciaires et de Place DERC — SEGESCO 32-1249 75049 Paris cedex 01 FRANCE Tel. +33 142926480 Fax +33 142924552 e-mail: nacfr@banque-france.fr</p> <p>3. CNAP: Direction des Monnaies et Medailles Etablissement Monétaire de Pessac Voie Romaine BP92 33604 Pessac cedex FRANCE Tel. +33 556077857 Fax +33 556077865 e-mail: alain.teste@monnaiedeparis.fr</p> <p>4. Gendarmerie Nationale Centre Technique de la Gendarmerie Service Technique des Recherches Judiciaires et de Documentation (STRJD) Fort de Rosny 1 boulevard Théophile Sueur 93111 Rosny sous Bois cedex FRANCE</p> <p>5. Direction du Renseignement et de la Documentation Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières (DNRED) 18, 22 rue de Charonne 75011 Paris FRANCE</p> <p>6. Direction des Affaires Criminelles et de Grâce Bureau de l'entraide pénale internationale Mission Justice auprès de la Direction Centrale de la Police Judiciaire 101 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre FRANCE</p>
Italie	<p>1. Ufficio Centrale Nazionale del Falso Monetario Servizio per la Cooperazione Internazionale di Polizia presso la Direzione Centrale della Polizia Criminale Via Torre di Mezzavia 9/121 00173 Roma ITALIA Tel. +39 0646542208, +39 0646542640, +39 0646542639, +39 0646542649 Fax +39 0646542244, +39 0646542243 e-mail: ucifm.rome@dcpc.interno.it</p>

État membre (1)	Institution
	<p>2. Guardia di Finanza Via XXI Aprile, 51 00162 Roma ITALIA Tel. +39 0644223020 Fax +39 064404148 e-mail: llreparto.teletrattamento@gdf.it</p> <p>3. Arma dei Carabinieri Comando Carabinieri Antifalsificazione Monetaria Via Milazzo n. 24 00185 Roma ITALIA Tel. +39 064450391 Fax +39 064457440 e-mail: ccafmcd@carabinieri.it</p> <p>4. Polizia di Stato presso Ministero dell'Interno Dipartimento della Pubblica Sicurezza Direzione Centrale Anticrimine della Polizia di Stato Via Tuscolana, 1548 00173 Roma ITALIA Tel. +39 0646522388 Fax +39 0646522318 e-mail: sco@interno.it</p> <p>5. Ministero dell'Economia e delle Finanze Dipartimento del Tesoro- Direzione III Ufficio Centrale Antifrode Mezzi di Pagamento (UCAMP) Via Venti Settembre, 97 00187 Roma ITALIA Tel. +39 0647613535 Fax +39 0647613089 e-mail: ucamp@tesoro.it</p>
Chypre	<p>1. The Central Bank of Cyprus Issue Section 80 Kennedy Avenue, 1076 Nicosia CYPRUS Tel. +357 22714100 Fax +357 22378189 e-mail: AnnaChristoforou@centralbank.gov.cy prodromosloucaides@centralbank.gov.cy</p> <p>2. The Cyprus Police Forensic Science Laboratory Forensic Science Laboratory Criminalistic Services Police Headquarters 1478 Nicosia CYPRUS Tel. +357 22607240 — 45 Fax +357 22808936 e-mail: forensicl@police.gov.cy</p>
Lettonie	<p>Bank of Latvia Cashier's and Money Operations Department K. Valdemāra ielā 2A Rīgā, LV-1050 LATVIJA Contact person — NCC: Mr. Andris Tauriņš e-mail: andris.taurins@bank.lv Tel. +371 67022391</p>
Lituanie	<p>1. Bank of Lithuania Cash Department 6, Gedimino ave. LT-01103, Vilnius LIETUVA/LITHUANIA Fax + 370 52680916 e-mail: naclt@lb.lt; ncclt@lb.lt; cnac@lb.lt</p>

État membre (*)	Institution
	<p>2. Lithuanian Police Forensic Science Centre Liepyno str. 11A LT-08105, Vilnius LIETUVA/LITHUANIA Tel. + 370 522719663 Fax + 370 52719690</p>
<p>Luxembourg</p>	<p>1. Service de Police Judiciaire 24, rue Bitbourg 2957 Luxembourg LUXEMBOURG Tel: +352 49976334 e-mail: germain.kinn@police.etat.lu</p> <p>2. Banque centrale du Luxembourg Département Caisse 2, boulevard Royal 2983 Luxembourg LUXEMBOURG Tel. +352 47744540 e-mail: ncclu@bcl.lu</p>
<p>Hongrie</p>	<p>Magyar Nemzeti Bank (The Central Bank of Hungary) Nemzeti Képzépszakértői Központ (National Counterfeit Centre) Budapest V Szabadság tér 8-9 1054 MAGYARORSZÁG/HUNGARY Tel. +36 14213393 Fax +36 14213398 Email: NCCHU@mn.hu</p>
<p>Malte</p>	<p>The Central Bank of Malta Pjazza Kastilja, Valletta, VLT 1060, MALTA Tel. +356 25500000 Fax +356 25502500 e-mail: info@centralbankmalta.org</p>
<p>Pays-Bas</p>	<p>1. Korps Landelijke Politiediensten Dienst Nationale Recherche Informatie Producteigenaar vals geld Europaweg 45 2711 EM Zoetermeer NEDERLAND Tel. +31 793459352 e-mail: martin.naber@klpd.politie.nl</p> <p>2. De Nederlandsche Bank NV afdeling Cash Operations Nationaal Analyse Centrum Westeinde 1 1017 ZN Amsterdam NEDERLAND Tel. +31 (0) 205242864 Fax +31 (0) 205242502 e-mail: nacnl@dnb.nl</p> <p>3. Koninklijke Nederlandse Munt N.V. Nationaal Analyse Centrum voor Munten Leidseweg 90 3500 GK Utrecht NEDERLAND Tel. +31 302910440 Fax +31 302910432 e-mail: cnac.nl@coins.nl</p>

État membre (1)	Institution
Autriche	<p>1. Oesterreichische Nationalbank Cashier's Division National Counterfeit Centre Otto Wagner Platz 3 1090 Wien ÖSTERREICH Tel. +43 1404201301 Fax +43 1404201392 e-mail: friedrich.hammerschmidt@oenb.at</p> <p>2. Oesterreichische Banknoten- und Sicherheitsdruck GmbH National Analysis Centre Garnisongasse 15 1096 Wien ÖSTERREICH Tel. +43 1316901408 Fax +43 1316901496 e-mail: johann.buran@oebs.co.at</p> <p>3. Münze Österreich Aktiengesellschaft Labor (CNAC) Am Heumarkt 1 1031 Wien ÖSTERREICH Tel. +43 171715370 Fax +43 171715378 e-mail: cnac.at@austrian-mint.at</p> <p>4. Bundesministerium für Inneres Bundeskriminalamt Referat II/BK/3.4.1 Josef Holaubek Platz 1 1090 Wien ÖSTERREICH Tel. +43 12483685025 Fax +43 12483685191 e-mail: bmi-ii-bk-spoc@bmi.gv.at</p>
Pologne	<p>Narodowy Bank Polski (The National Bank of Poland) Departament Emisyjno-Skarbcowy ul. Świętokrzyska 11/12 00-919 Warszawa POLSKA/POLAND Mr. Grzegorz Biernat Tel. +48 226532911 Fax +48 228263853 e-mail: GrzegorzBiernat@mail.nbp.pl Mrs. Elżbieta Bańkiewicz Tel. +48 226532517 Fax +48 228263853 e-mail: Elzbieta.Basiewicz@mail.nbp.pl</p>
Portugal	<p>1. Banco de Portugal — Sede Rua do Ouro, 27 1100-150 Lisboa PORTUGAL Tel. +351 213213200</p> <p>2. Banco de Portugal — Complexo do Carregado Apartado 81 2584-908 Carregado PORTUGAL Tel. +351 263856500</p> <p>3. Banco de Portugal — Edifício Portugal Rua Francisco Ribeiro, 2 1150-165 Lisboa PORTUGAL Tel. +351 213130300</p>

État membre (1)	Institution
	<p>4. Banco de Portugal — Filial Praça da Liberdade, n° 92 4000-322 Porto PORTUGAL Tel. +351 222077200</p> <p>5. Banco de Portugal — Delegação Regional dos Açores Praça do Município, 8 9500-101 Ponta Delgada PORTUGAL Tel. +351 296202860</p> <p>6. Banco de Portugal — Delegação Regional da Madeira Avenida Arriaga, 8 9000-064 Funchal PORTUGAL Tel. +351 291202470</p> <p>7. Banco de Portugal — Agência de Braga Praça da Republica, n° 1 4710-305 Braga PORTUGAL Tel. +351 253609700</p> <p>8. Banco de Portugal — Agência de Coimbra Largo da Portagem, n° 16 3000-337 Coimbra PORTUGAL Tel. +351 239854200</p> <p>9. Banco de Portugal — Agência de Castelo Branco Praça do Rei D. José I 6000-118 Castelo Branco PORTUGAL Tel. +351 272340170</p> <p>10. Banco de Portugal — Agência de Évora Praça do Giraldo, n° 61 7000-508 Évora PORTUGAL Tel. +351 266758000</p> <p>11. Banco de Portugal — Agência de Faro Praça D. Francisco Gomes, n° 11 8000-168 Faro PORTUGAL Tel. +351 289880500</p> <p>12. Banco de Portugal — Agência de Viseu Praça da Republica 3510-105 Viseu PORTUGAL Tel. +351 232430900</p> <p>13. Imprensa Nacional — Casa da Moeda, S.A Avenida António José de Almeida 1000-136 Lisboa PORTUGAL</p> <p>14. Polícia Judiciária Direcção Central de Investigação da Corrupção e Criminalidade Económica e Financeira (DCICCEF) Rua Alexandre Herculano, 42-A 1250-011 Lisboa PORTUGAL Tel. +351 961517813 e-mail: uniceo@pj.pt</p>
Roumanie	<p>Headquarters of Romanian Police General Directorate for Countering Organized Criminality National Central Office Stefan cel Mare street no. 13-15 Bucharest ROMANIA Tel./Fax +4021.3104070 e-mail: onc-co@politiaromana.ro</p>

État membre (*)	Institution	
Slovénie	<p>Center za forenzične preiskave Policije Oddelek za preiskave rokopisov in dokumentov (NAC/CNAC) Štefanova 2 SI-1501 Ljubljana SLOVENIJA Tel. +386 14284284 Fax +386 14284986 e-mail: dorijan.kerzan@policija.si or nac@bsi.si</p>	
Slovaquie	<p>Národná banka Slovenska Odbor prípravy a analýzy platidiel (NCC) Imricha Karvaša 1 813 25 Bratislava SLOVENSKO/SLOVAKIA Contact person: RNDr. Gabriel Schlosser Tel. +421 257872718 e-mail: gabriel.schlosser@nbs.sk</p>	
Finlande	<p>1. Suomen Pankki Maksuvälineosasto PL 160 FI-00101 Helsinki SUOMI/FINLAND Tel. +358 108313470 Fax +358 108313466 e-mail: currency@bof.fi</p> <p>2. Keskusrikospoliisi Rikostekninen laboratorio Jokiniemenkuja 4, PL 285 FI-01301 Vantaa SUOMI/FINLAND Tel. +358 718780141 Fax +358 718786303 e-mail: nacfi@krp.poliisi.fi</p> <p>3. Sisäasiainministeriö, Poliisiosasto, Kansainvälinen yksikkö PL 26 FI-00023 Valtioneuvosto SUOMI/FINLAND Tel. +358 916042853 Mobile: +358 407256206 Fax +358 916043477 e-mail: jutta.purontaus@poliisi.fi</p>	<p>1. Bank of Finland Currency Department P.O. Box 160 FI-00101 Helsinki FINLAND Tel. +358 108313470 Fax +358 108313466 e-mail: currency@bof.fi</p> <p>2. National Bureau of Investigation Forensic Laboratory Jokiniemenkuja 4 P.O. Box 285 FI-01301 Vantaa FINLAND Tel. +358 718780141 Fax +358 718786303 e-mail:nacfi@krp.poliisi.fi</p> <p>3. Ministry of the Interior, Police Department, International Affairs Unit P.O.Box 26 FI-00023 Government FINLAND Tel. +358 916042853 Mobile: +358 407256206 Fax +358 916043477 e-mail: jutta.purontaus@poliisi.fi</p>
Suède	<p>1. Rikskriminalpolisen Kriminalpolisenheten Finanspolisen P.O. Box 12256/Polhemsgatan 30 SE-102 26 Stockholm SVERIGE Tel. +46 84013800 Fax +46 84013789 e-mail: finanspolisen@polisen.se</p> <p>2. Statens Kriminaltekniska Laboratorium Dokumentenheten /Kemi & Teknikenheten Brigadgatan 13 SE-58194 Linköping SVERIGE Tel. +46 13241400 Fax +46 13145715 e-mail: skl@skl.polisen.se</p>	

État membre ⁽¹⁾	Institution
Royaume-Uni	<p>1. National Central Office for the Suppression of Counterfeit Currency Serious Organised Crime Agency (SOCA) POB 8000 London SE11 5EN UNITED KINGDOM Tel. +44 2072388000 (ask for UKNCO aka Counterfeit Currency Unit) Fax +44 2072388049 e-mail: UKNCO@soca.x.gsi.gov.uk</p> <p>2. The Royal Mint Llantrisant Pontyclun CF72 8YT UNITED KINGDOM Tel. +44 1443623369 Fax +44 1443 623336 e-mail: Phil.Hawkins@royalmint.gov.uk</p> <p>3. Bank of England Counterfeit Section Debden Cash Centre Bank of England Printing Works Langston Road Loughton Essex IG10 3TN UNITED KINGDOM Tel. +44 2084181688 Fax +44 2084181779 e-mail: neil.macnab@bankofengland.gsi.gov.uk</p> <p>4. The Commissioner of Currency The Financial & Development Secretary The Treasury Building John Mackintosh Square GIBRALTAR</p>

(¹) L'ordre protocolaire des États membres est fondé sur l'ordre alphabétique de leurs noms géographiques dans la (les) langue(s) originale(s).

Autorités désignées par les États membres pour la collecte et l'analyse des données techniques et statistiques relatives aux faux billets
(Centres d'analyse nationaux)

(au sens de l'article 2, point b), deuxième tiret, du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil)

État membre ⁽¹⁾	Institution		
Belgique	<table border="1"> <tr> <td> Banque Nationale de Belgique Département Imprimerie Boulevard de Berlaimont 14 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel.+32 22214129 e-mail: yves.timmermans@nbb.be e-mail: thierry.jadin@nbb.be </td> <td> Nationale Bank van België Departement Drukkerij de Berlaimontlaan 14 1000 Brussel BËLGIE Tel. +32 22214129 e-mail: yves.timmermans@nbb.be e-mail: thierry.jadin@nbb.be </td> </tr> </table>	Banque Nationale de Belgique Département Imprimerie Boulevard de Berlaimont 14 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel.+32 22214129 e-mail: yves.timmermans@nbb.be e-mail: thierry.jadin@nbb.be	Nationale Bank van België Departement Drukkerij de Berlaimontlaan 14 1000 Brussel BËLGIE Tel. +32 22214129 e-mail: yves.timmermans@nbb.be e-mail: thierry.jadin@nbb.be
Banque Nationale de Belgique Département Imprimerie Boulevard de Berlaimont 14 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel.+32 22214129 e-mail: yves.timmermans@nbb.be e-mail: thierry.jadin@nbb.be	Nationale Bank van België Departement Drukkerij de Berlaimontlaan 14 1000 Brussel BËLGIE Tel. +32 22214129 e-mail: yves.timmermans@nbb.be e-mail: thierry.jadin@nbb.be		
Bulgarie	<p>1. Българска народна банка — Bulgarian National Bank Issue Department Issuing Policy and Control Directorate National Analysis Centre 1, Knyaz Alexander I Square 1000 Sofia BULGARIA Tel. +359 291451561 Fax +359 29802425 e-mail: nacbg@bnbank.org</p>		

État membre (1)	Institution	
République tchèque	<p>Česká národní banka — Czech National Bank Na Příkopě 28 115 03 Praha 1 ČESKÁ REPUBLIKA Contact persons — NAC: Jiří Rott Tel. +420 224413475/Fax +420 224417475 Eva Krulová Tel. +420 224413911/Fax +420 224412834 Jaroslav Moravec Tel. +420 224413078/Fax +420 224417078 e-mail: nac.cz@cnb.cz</p>	
Danemark	<p>Rigspolitiet Kriminalteknisk Center. Dokumentsektionen NAC/CNAC Slotherrensvvej 113 2720 Vanløse DANMARK Tel. +45 45154575 Fax +45 45150136 e-mail: nacdk@politi.dk</p>	
Allemagne	<p>Deutsche Bundesbank Falschgeldstelle (NCC/NAC/CNAC) H 12 Hegelstraße 65 55122 Mainz DEUTSCHLAND Tel. +49 6131377-4400 Fax +49 6131377-4499 e-mail: nccde@bundesbank.de</p>	
Estonie	<p>NAC/CNAC Pärnu mnt 328 11611 Tallinn EESTI/ESTONIA Tel. +372 6125300 Fax +372 6125309 e-mail: kohtuekspertis@kekk.pol.ee</p>	
Irlande	<p>Central Bank and Financial Services Authority Of Ireland NAC Ireland Currency Centre PO Box 61 Sandyford Dublin 16 IRELAND Tel. +353 12198818 Fax +353 12950741 e-mail: cnac.ie@centralbank.ie</p>	
Grèce	<p>Αρχηγείο Ελληνικής Αστυνομίας Διεύθυνση Εγκληματολογικών Ερευνών Εργαστήριο διερεύνησης παραχάραξης, κιβδηλείας και πλαστότητας εντύπων και αξιών Εθνικό κέντρο ανάλυσης χαρτονομισμάτων ευρώ (N.A.C.) Λ. Αλεξάνδρας 173 115 22 Αθήνα/Athens ΕΛΛΑΔΑ/GREECE Τηλ: +30 2106476878, +30 2106476879 Φαξ: 0030-210-6470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p>	<p>Hellenic Police Headquarters Forensic Science Division False Documents & Counterfeit Currency Laboratory Hellenic National Analysis Center NAC GR 173, Alexandras Avenue 115 22 Athens GREECE Tel. +30 2106476878, +30 2106476879 Fax +30 2106470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p>

État membre ⁽¹⁾	Institution
Espagne	<p>Banco de España Emisión y Caja Centro Nacional de Análisis (C.N.A.) C/Alcalá, 522 28027 Madrid ESPAÑA Tel. +34 913386332 Fax +34 913386887 e-mail: cnac.es@bde.es</p>
France	<p>Banque de France (CAN et NCC) Direction Générale des Activités Fiduciaires et de Place DERC — SEGESCO 32-1249 75049 Paris cedex 01 FRANCE Tel. +33 142926480 Fax +33 142924552 e-mail: nacfr@banque-france.fr</p>
Italie ⁽²⁾	<p>Banca d'Italia Centro Nazionale di Analisi delle Banconote (CAN) Servizio Cassa Generale Divisione circolazione dei biglietti Via Nazionale 91 00184 Roma ITALIA Tel: +39 0647923782 — 0647924878 Fax: +39 0647923896 e-mail: NaclIT@bancaditalia.it</p>
Chypre	<p>The Cyprus Police Forensic Science Laboratory Forensic Science Laboratory Criminalistic Services Police Headquarters 1478 Nicosia CYPRUS Tel. +357 22607240-45 Fax +357 22808936 e-mail: forensiclab@police.gov.cy</p>
Lettonie	<p>Latvia State Police Forensic Research Department Bruņieku iela 72b Rīgā, LV-1009 LATVIJA Contact persons — NAC: Mr. Elmārs Bērziņš e-mail: elmars.berzins@ec.vp.gov.lv Tel. +371 67208459</p>
Lituanie	<p>Bank of Lithuania Cash Department 6, Gedimino ave. LT-01103, Vilnius LIETUVA/LITHUANIA Fax +370 52680916 e-mail: naclt@lb.lt</p>
Luxembourg	<p>Banque centrale du Luxembourg Département Caisse 2, boulevard Royal 2983 Luxembourg LUXEMBOURG Tel. +352 47744540 e-mail: ncclu@bcl.lu</p>

État membre (1)	Institution
Hongrie	<p>Magyar Nemzeti Bank (The Central Bank of Hungary) Nemzeti Bankjegyzakértő Központ (National Analysis Centre) Budapest V Szabadság tér 8-9 1054 MAGYARORSZÁG/HUNGARY Tel. +36 14213393 Fax +36 14213398 e-mail: NCCHU@mnbb.hu</p>
Malte	<p>The Central Bank of Malta National Analysis Centre Currency Surveillance Unit Pjazza Kastilja, Valletta, VLT 1060, MALTA Tel: +356 25505004 Fax: +356 25502500 e-mail: nac.mt@centralbankmalta.com</p>
Pays-Bas	<p>De Nederlandsche Bank NV afdeling Cash Operations Nationaal Analyse Centrum Westeinde 1 1017 ZN Amsterdam NEDERLAND Tel: +31 (0) 20 524 2864 Fax: +31 (0) 20 524 2502 e-mail: nacnl@dnb.nl</p>
Autriche	<p>Oesterreichische Banknoten- und Sicherheitsdruck GmbH Nationales Analyse Center Garnisongasse 15 1096 Wien ÖSTERREICH Tel. +43 1316901408 Fax +43 1316901496 e-mail: johann.buran@oebss.co.at</p>
Pologne	<p>Narodowy Bank Polski (The national Bank of Poland) Departament Emisyjno-Skarbcowy ul. Świętokrzyska 11/12 00-919 Warszawa POLSKA/POLAND (NAC) Mr. Juliusz Dobrołęcki Tel. +48 226532648 Fax +48 228263853 e-mail: Juliusz.Dobrolecki@mail.nbp.pl Mrs. Aleksandra Rzoska Tel. +48 226532714 Fax +48 228263853 e-mail: Aleksandra.Rzoska@mail.nbp.pl</p>
Portugal	<p>Centro Nacional de Analise de Notas (CNAN) Laboratório de Polícia Científica (LPC) Polícia Judiciária Rua Gomes Freire, 174 1169-007 Lisboa PORTUGAL Tel. +351 21864 1256 or 1721 Fax +351 213578753 e-mail: nac.pt@pj.pt</p>
Roumanie	<p>National Analysis Centre National Bank of Romania 25, Lipscani Street, Sector 3 030031 Bucharest ROMANIA e-mail: razvan.dumitriu@bnro.ro Tel. +40 213070151 Fax +40 213223566</p>

État membre ⁽¹⁾	Institution	
Slovénie	<p>Center za forenzične preiskave Policije Oddelek za preiskave rokopisov in dokumentov (NAC/CNAC) Štefanova 2 SI-1501 Ljubljana SLOVENIJA Tel.: +386 14284284 Fax.: +386 14284986 e-mail: dorijan.kerzan@policija.si or nac@bsi.si</p>	
Slovaquie	<p>Národná banka Slovenska Odbor prípravy a analýzy platidiel (NAC) Imricha Karvaša 1 813 25 Bratislava SLOVENSKO/SLOVAKIA Contact person: Mária Naháľková Tel: +421 257872721 e-mail: maria.nahalkova@nbs.sk</p>	
Finlande	<p>Keskusrikospoliisi Rikostekninen laboratorio Jokiniemenkuja 4 PL 285 FI-01301 Vantaa SUOMI/FINLAND Tel. +358 718780141 Fax +358 718786303 e-mail: nacfi@krp.poliisi.fi Tel. +358 718786319 Fax +358 718786303 e-mail: Pirjo.Miettinen@poliisi.fi</p>	<p>National Bureau of Investigation Forensic Laboratory Jokiniemenkuja 4 P.O. Box 285 FI-01301 Vantaa FINLAND Tel. +358 718780141 Fax +358 718786303 e-mail: nacfi@krp.poliisi.fi Tel. +358 718786319 Fax +358 718786303 e-mail: Pirjo.Miettinen@poliisi.fi</p>
Suède	<p>Statens Kriminaltekniska Laboratorium Dokumentenheten Brigadgatan 13 SE-58194 Linköping SVERIGE Tel. +46 13241400 Fax +46 13145715 skl@skl.polisen.se</p>	
Royaume-Uni	<p>Bank of England Counterfeit Section Debden Cash centre Bank of England Printing Works Langston Road Loughton Essex IG10 3TN UNITED KINGDOM Tel. +44 2084181688 Fax +44 2084181779 e-mail: neil.macnab@bankofengland.gsi.gov.uk</p>	

(1) L'ordre protocolaire des États membres est fondé sur l'ordre alphabétique de leurs noms géographiques dans la (les) langue(s) originale (s).

(2) Cette autorité est compétente pour les faux billets trouvés dans l'État de la Cité du Vatican et dans la République de Saint-Marin.

Autorités désignées par les États membres pour la collecte et l'analyse des données techniques et statistiques relatives aux fausses pièces

[Centres nationaux d'analyse de pièces (CNAP)]

(au sens de l'article 2, point b), troisième tiret, du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil)

État membre (1)	Institution		
Belgique	<table border="1"> <tr> <td> Centre national d'analyse des pièces (CNAP) Monnaie Royale de Belgique Bld. Pacheco, 32 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel: +32 22210729/+32 22210762 Fax: +32 22210818 e-mail: CNAC.BE@minfin.fed.be </td> <td> Nationaal Analyse Centrum voor Munten (NACM) Koninklijke Munt van België Pachecolaan 32 1000 Brussel BĚLGIE Tel: +32 22210729/+32 22210762 Fax: +32 22210818 e-mail: CNAC.BE@minfin.fed.be </td> </tr> </table>	Centre national d'analyse des pièces (CNAP) Monnaie Royale de Belgique Bld. Pacheco, 32 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel: +32 22210729/+32 22210762 Fax: +32 22210818 e-mail: CNAC.BE@minfin.fed.be	Nationaal Analyse Centrum voor Munten (NACM) Koninklijke Munt van België Pachecolaan 32 1000 Brussel BĚLGIE Tel: +32 22210729/+32 22210762 Fax: +32 22210818 e-mail: CNAC.BE@minfin.fed.be
Centre national d'analyse des pièces (CNAP) Monnaie Royale de Belgique Bld. Pacheco, 32 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel: +32 22210729/+32 22210762 Fax: +32 22210818 e-mail: CNAC.BE@minfin.fed.be	Nationaal Analyse Centrum voor Munten (NACM) Koninklijke Munt van België Pachecolaan 32 1000 Brussel BĚLGIE Tel: +32 22210729/+32 22210762 Fax: +32 22210818 e-mail: CNAC.BE@minfin.fed.be		
Bulgarie	1. Българска народна банка — Bulgarian National Bank Issue Department Issuing Policy and Control Directorate National Analysis Centre 1, Knyaz Alexander I Square 1000 Sofia BULGARIA Tel. +359 291451561 Fax +359 29802425 e-mail: nacbg@bnbank.org		
République tchèque	Česká národní banka — Czech National Bank Na Příkopě 28 115 03 Praha 1 ČESKÁ REPUBLIKA Contact persons — CNAC: Jaroslav Moravec Tel. +420 224413078/Fax +420 224417078 Jiří Rott Tel. +420 224413475/ Fax +420 224417475 e-mail: cnac.cz@cnb.cz		
Danemark	Rigspolitiet Kriminalteknisk Center Dokumentsektionen NAC/CNAC Slotherrensvej 113 2720 Vanløse DANMARK Tel. +45 45154575 Fax +45 45150136 e-mail: nacdk@politi.dk		
Allemagne	Deutsche Bundesbank Falschgeldstelle (NCC/NAC/CNAC) H 12 Hegelstraße 65 55122 Mainz DEUTSCHLAND Tel. +49 6131377-4400 Fax +49 6131377-4499 e-mail: nccde@bundesbank.de		
Estonie	NAC/CNAC Pärnu mnt 328 11611 Tallinn EESTI/ESTONIA Tel: +372 6125300 Fax: +372 6125309 e-mail: kohtuekspertiis@kekk.pol.ee		

État membre ⁽¹⁾	Institution	
Irlande	<p>Central Bank and Financial Services Authority of Ireland CNAC — Ireland Currency Centre Sandyford Road Dublin 16 IRELAND Tel: +353 1219 8818 Fax: +353 12950741 e-mail: cnac.ie@centralbank.ie</p>	
Grèce	<p>Αρχηγείο Ελληνικής Αστυνομίας Εργαστήριο διερεύνησης παραχάραξης, κιβδηλείας και πλαστότητας εντύπων και αξιών Εθνικό κέντρο ανάλυσης κερμάτων ευρώ (C.N.A.C.) Λ. Αλεξάνδρας 173 115 22 Αθήνα/Athens ΕΛΛΑΔΑ/GREECE Τηλ: +30 2106476878, +30 2106476879 Φαξ: +30 2106470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p>	<p>Hellenic Police Headquarters Forensic Science Division False Documents & Counterfeit Currency Laboratory Hellenic National Analysis Center CNAC GR 173, Alexandras Avenue 115 22 Athens GREECE Tel. +30 2106476878, +30 2106476879 Fax: +30 2106470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p>
Espagne ⁽²⁾	<p>Banco de España Emisión y Caja Centro Nacional de Análisis de Moneda (C.N.A.M.) C/Alcalá, 522 28027 Madrid ESPAÑA Tel. +34 913386332 Fax +34 913386887 e-mail: cnac.es@bde.es</p>	
France	<p>CNAP: Direction des Monnaies et Medailles Etablissement Monétaire de Pessac Voie Romaine BP92 33604 Pessac cedex FRANCE Tel. +33 556077857 Fax +33 556077865 e-mail: alain.teste@monnaiedeparis.fr</p>	
Italie ⁽³⁾	<p>CNAC Italia Centro Nazionale di Analisi delle Monete Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato Sezione Zecca — Attività Qualità Via Gino Capponi n° 49 00179 Roma ITALIA Tel: +39 0685083720, +39 0685083600 Fax: +39 0685083729 e-mail: cnac.it@ipzs.it</p>	
Chypre	<p>The Cyprus Police Forensic Science Laboratory Forensic Science Laboratory Criminalistic Services Police Headquarters 1478 Nicosia CYPRUS Tel: +357 22607240 — 45 Fax: +357 22808936 e-mail: forensiclab@police.gov.cy</p>	

État membre (1)	Institution
Lettonie	<p>Latvia State Police Forensic Research Department Brunieku iela 72b Rīgā, LV-1009 LATVIJA Contact persons — CNAC: Mr. Elmārs Bērziņš Tel. +371 67208459 e-mail: elmars.berzins@ec.vp.gov.lv</p>
Lituanie	<p>Bank of Lithuania Cash Department 6, Gedimino ave. LT-01103, Vilnius LIETUVA/LITHUANIA Fax + 370 52680916 e-mail: cnaclt@lb.lt</p>
Luxembourg	<p>Banque centrale du Luxembourg Centre national d'analyse des pièces Département Caisse 2, Boulevard Royal 2983 Luxembourg LUXEMBOURG Tel. +352 47744540 e-mail: cnac@bcl.lu</p>
Hongrie	<p>Magyar Nemzeti Bank (The Central Bank of Hungary) Nemzeti Érmeszakértői Központ (Coin National Analysis Centre) Budapest V Szabadság tér 8-9 1054 MAGYARORSZÁG/HUNGARY Tel: +361 4213393 Fax: +361 4213398 e-mail: NCCHU@mnbb.hu</p>
Malte	<p>The Central Bank of Malta Coin National Analysis Centre Currency Surveillance Unit Pjazza Kastilja, Valletta, VLT 1060, MALTA Tel: +356 25505004 Fax: +356 25502500 e-mail: cnac.mt@centralbankmalta.com</p>
Pays-Bas	<p>Koninklijke Nederlandse Munt N.V. Nationaal Analyse Centrum voor Munten Leidseweg 90 3500 GK Utrecht NEDERLAND Tel: +31 30 2910440 Fax: +31 30 2910432 e-mail: cnac.nl@coins.nl</p>
Autriche	<p>Münze Österreich AG Labor (CNAC) Am Heumarkt 1 1031 Wien ÖSTERREICH Tel. +43 171715370 Fax +43 171715378 e-mail: cnac.at@austrian-mint.at</p>

État membre (1)	Institution	
Pologne	<p>Narodowy Bank Polski (The National Bank of Poland) Departament Emisyjno-Skarbcowy (CNAC) ul. Świętokrzyska 11/12 00-919 Warszawa POLSKA/POLAND Mr. Juliusz Dobrołęcki Tel.+48 226532648 Fax +48 228263853 e-mail: Juliusz.Dobrolecki@mail.nbp.pl Mrs. Aleksandra Rzoska Tel. +48 226532714 Fax +48 228263853 e-mail: Aleksandra.Rzoska@mail.nbp.pl Mrs. Małgorzata Śmierzyńska Tel. +48 22 653 25 96 Fax +48 22 826 38 53</p>	
Portugal	<p>Centro Nacional de Analise de Moedas (CNAM) Laboratório de Polícia Científica (LPC) (Att. Area de Fisica) Polícia Judiciária Rua Gomes Freire, 174 1169-007 Lisboa PORTUGAL Tel: +351 21864 1446 or 1257 or 1564 Fax: +351 213540217 e-mail: cnac.pt@pj.pt</p>	
Roumanie	<p>Coin National Analysis Centre National Bank of Romania 25, Lipscani Street, Sector 3 030031 Bucharest ROMANIA e-mail: cristian.ciornei@bnro.ro Tel. +40 213070151 Fax +40 213223566</p>	
Slovénie	<p>Center za forenzične preiskave Policije Oddelek za preiskave rokopisov in dokumentov (NAC/CNAC) Štefanova 2 SI-1501 Ljubljana SLOVENIJA Tel. +386 14284284 Fax +386 14284986 e-mail: dorijan.kerzan@policija.si or nac@bsi.si</p>	
Slovaquie	<p>Národná banka Slovenska Odbor prípravy a analýzy platidiel (CNAC) Imricha Karvaša 1 813 25 Bratislava SLOVENSKO/SLOVAKIA Contact persons: Ing. Dušan Sukup Tel. +421 257872717 e-mail: dusan.sukup@nbs.sk Ing. Kristián Slovák Tel. +421 257872708 e-mail: kristian.slovak@nbs.sk</p>	
Finlande	<p>Keskusrikospoliisi Rikostekninen laboratorio Jokiniemenkuja 4, PL 285 FI-01301 Vantaa SUOMI/FINLAND Tel. +358 718780141 Fax +358 718786303 e-mail:cnac.fi@krp.poliisi.fi Tel. +358 718786358 Fax +358 718786303 e-mail: lawrence.gunaratnam@poliisi.fi</p>	<p>National Bureau of Investigation Forensic Laboratory Jokiniemenkuja 4 P.O. Box 285 FI-01301 Vantaa FINLAND Tel. +358 718780141 Fax +358718786303 e-mail:cnac.fi@krp.poliisi.fi Tel. +358 718786358 Fax +358 718786303 e-mail: lawrence.gunaratnam@poliisi.fi</p>

État membre ⁽¹⁾	Institution
Suède	Statens Kriminaltekniska Laboratorium Kemi och Teknikenheten Brigadgatan 13 SE-58194 Linköping SVERIGE Tel: +46 13241400 Fax: +46 13145715 e-mail: skl@skl.polisen.se
Royaume-Uni ⁽⁴⁾	Coin National Analysis Centre (CNAC) Central Office for the Suppression of Counterfeit Currency National Criminal Intelligence Service (NCIS) POB 8000 London SE11 5EN UNITED KINGDOM Tel. +44 2072388000 Fax +44 2072388049

⁽¹⁾ L'ordre protocolaire des États membres est fondé sur l'ordre alphabétique de leurs noms géographiques dans la (les) langue(s) originale(s).

⁽²⁾ *Analyse pratique déléguée à:*
Centro Nacional de Análisis de Falsificaciones de Moneda
Fábrica nacional de Moneda y Timbre — Real Casa de Moneda
Dirección de Ingeniería. Laboratorio
C/ Jorge Juan, 106
28009 Madrid
ESPAÑA

⁽³⁾ Cette autorité est compétente pour les fausses pièces trouvées dans l'État de la Cité du Vatican et dans la République de Saint-Marin.

⁽⁴⁾ Le Royal Mint (Llantrisant, Pontyclun, CF72 8YT-United Kingdom) est chargé de fournir une assistance technique au CNAC.

Autorités désignées par les États membres pour la collecte de données relatives au faux monnayage de l'euro et leur analyse

(au sens de l'article 2, point b), quatrième tiret, du règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil)

État membre ⁽¹⁾	Institution		
Belgique	<table border="1"> <tr> <td>Office central de la répression du faux monnayage (Police Judiciaire Fédérale/Direction Ecofin) Boulevard Berlaumont, 14 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410</td> <td>Centrale dienst ter beteugeling van valsmunterij (Federale Gerechtelijke Politie/Directie Ecofin) Berlaimontlaan 14 1000 Brussel BĒLGIE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410</td> </tr> </table>	Office central de la répression du faux monnayage (Police Judiciaire Fédérale/Direction Ecofin) Boulevard Berlaumont, 14 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410	Centrale dienst ter beteugeling van valsmunterij (Federale Gerechtelijke Politie/Directie Ecofin) Berlaimontlaan 14 1000 Brussel BĒLGIE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410
Office central de la répression du faux monnayage (Police Judiciaire Fédérale/Direction Ecofin) Boulevard Berlaumont, 14 1000 Bruxelles BELGIQUE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410	Centrale dienst ter beteugeling van valsmunterij (Federale Gerechtelijke Politie/Directie Ecofin) Berlaimontlaan 14 1000 Brussel BĒLGIE Tel. +32 22215403/+32 22215409 Fax +32 22215410		
Bulgarie	Chief Directorate «Combating organized crime» «National operational and coordination centre for combating counterfeiting banknotes and coins» Unit 45, Cherni Vruh Blvd, 1407 Sofia e-mail: 170@mvr.bg		
République tchèque	Policie České republiky Služba kriminální policie a vyšetřování Útvar pro odhalování organizovaného zločinu Odbor padělání — Národní centrála proti penězokazectví (NCO) P.O. BOX 41/V6 156 80 Praha 5 — Zbraslav ČESKÁ REPUBLIKA Contact persons: Tel. +420 974843980 — Mr. Jiří BROŽ e-mail: brozj@mvr.cz Tel. +420 974842045 — Ms. Marie Kubásková e-mail: ncpraha@mvr.cz Fax: +420 974842598		

État membre (*)	Institution	
Danemark	<p>Rigspolitiet Nationalt Efterforsknings Center (NEC) Polititorvet 14 1780 København V DANMARK Tel. +45 33910910 ext: 5398 Fax +45 33322771 e-mail: nec@politi.dk</p>	
Allemagne	<p>Bundeskriminalamt Wiesbaden SO 42 Thaerstraße 11 65193 Wiesbaden DEUTSCHLAND National Central Office (NCO) Tel. +49 611551-5422 Fax. +49 611551-5698 e-mail: so42@bka.bund.de</p>	
Estonie	<p>Central Criminal Police of the Republic of Estonia Tööstuse 52 10416 Tallinn EESTI/ESTONIA Tel. +372 6123705 Fax: +372 6123726 e-mail: keskkriminaalpolitsei@kkp.pol.ee Contact office: Criminal Intelligence Department (as NCO) Tel. +372 6123698 Ms Ülle Holme-mail: ylle.holm@kkp.pol.ee</p>	
Irlande	<p>An Garda Síochána Garda Bureau of Fraud Investigation Harcourt Square Harcourt Street Dublin 2 IRELAND Tel: +353 16663768 Fax: +353 16663770 e-mail: gbfi_cheques@garda.ie</p>	
Grèce	<p>Αρχηγείο Ελληνικής Αστυνομίας Διεύθυνση Εγκληματολογικών Ερευνών Εργαστήριο διερεύνησης παραχάραξης, κίβδηλειας και πλαστότητας εντύπων και αξιών Α. Αλεξάνδρας 173 115 22 Αθήνα/Athens ΕΛΛΑΔΑ/GREECE Τηλ: +30 2106476878, +30 2106476879 Φαξ: +30 2106470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p>	<p>Hellenic Police Headquarters Forensic Science Division False Documents & Counterfeit Currency Laboratory Hellenic National Analysis Center 173, Alexandras Avenue 115 22 Athens GREECE Tel. +30 2106476878, +30 2106476879 Fax: +30 2106470019 e-mail: forgelab@otenet.gr nac@otenet.gr</p>
Espagne	<p>Ministerio del Interior Dirección General de la Policía Comisaría General de Policía Judicial Brigada de Investigación del Banco de España (O.C.N.) C/Alcalá, 522 28027 Madrid ESPAÑA Tel. +34 913386995 Fax +34 913386886 e-mail: bibe@dgp.mir.es</p>	

État membre (1)	Institution	
France	<p>Direction Centrale de la Police Judiciaire Sous-Direction des Affaires Economiques et Financières Office Central pour la Répression du Faux Monnayage (OCRFM) 101-103 rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre FRANCE Tel. +33 140978416, +33 0140978279 Fax +33 140978896 e-mail: valerie.maldonado@interieur.gouv.fr</p>	
Italie	<p>Ministero dell' Economia e delle Finanze Dipartimento del Tesoro — Direzione III Ufficio Centrale Antifalsificazione Mezzi di Pagamento (UCAMP) Via Venti Settembre, 97 00187 Roma ITALIA Tel +39 0647613535 Fax +39 0647613089 e-mail: ucamp@tesoro.it</p>	
Chypre	<p>The Cyprus Police Forensic Science Laboratory Forensic Science Laboratory Criminalistic Services Police Headquarters 1478 Nicosia CYPRUS Tel: +357 22607240 — 45 Fax: +357 22808936 e-mail: forensiclabor@police.gov.cy</p>	
Lettonie	<p>Latvia State Police Economic Police Department Central Criminal Police Department Čiekurkalna 1. līnija 1 korpus 4 Rīgā, LV-1026 LATVIJA Contact person — NCO: Mr. Rauls Kviestītis: e-mail: epd@vp.gov.lv Tel. +371 67208511</p>	
Lituanie	<p>Lithuanian Criminal Police Bureau Crime Investigation Chief Board Currency Counterfeiting Investigation Unit Tel: +370 52719948 Fax: +370 52719707 e-mail: vytautas.gailiusas@policija.lt</p>	
Luxembourg	<p>Le Procureur Général d'Etat Cité judiciaire 2080 Luxembourg LUXEMBOURG Tel. +352 475981-1</p>	
Hongrie	<p>Országos Rendőr-főkapitányság Bűnügyi Főigazgatóság Gazdaságvédelmi és Pénzhamisítás Elleni Osztály Postal address: Országos Rendőr-főkapitányság Bűnügyi Főigazgatóság Gazdaságvédelmi és Pénzhamisítás Elleni Osztály Budapest, XIII. Teve u. 4-6. 1139 MAGYARORSZÁG/HUNGARY Tel. +36 1 443-5500/33-435 Fax +36 1 443-5500/33-003 Email: gvpo@orfk.police.hu</p>	<p>Hungarian National Police Headquarters General Directorate for Criminal Investigation National Central Office Postal address: Országos Rendőr-főkapitányság Bűnügyi Főigazgatóság Gazdaságvédelmi és Pénzhamisítás Elleni Osztály Budapest, XIII. Teve u. 4-6. 1139 MAGYARORSZÁG/HUNGARY Tel. +36 1 443-5500/33-435 Fax +36 1 443-5500/33-003 Email: gvpo@orfk.police.hu</p>

État membre (1)	Institution
Malte	<p>National Counterfeit Office Economic Crimes Unit Police General Headquarters Floriana MALTA Tel: +356 22942713/4 E-mail: nco.police@gov.mt ian-joseph.abdilla@gov.mt</p>
Pays-Bas	<p>Korps Landelijke Politiediensten Dienst Nationale Recherche Informatie Producteigenaar vals geld Europaweg 45 2711 EM Zoetermeer NEDERLAND Tel: +31 793459352 e-mail: martin.naber@klpd.politie.nl</p>
Autriche	<p>Bundesministerium für Inneres Bundeskriminalamt Referat II/BK/3.4.1 Josef Holaubek Platz 1 1090 Wien ÖSTERREICH Phone: +43 1 2483685025 Fax: +43 1 2483685191 e-mail: bmi-ii-bk-spoc@bmi.gv.at</p>
Pologne	<p>Zespół ds. Zwalczenia Fałszerstw Pieniędzy Centralne Biuro Śledcze (NCO) Komenda Główna Policji ul. Puławska 148/150 02-624 Warszawa POLSKA/POLAND Tel. +48 226012909 Fax: +48 226012995 e-mail: nco_Poland@policja.gov.pl Mr. Tomasz Malczyk Tel. +48 226014023</p>
Portugal	<p>Polícia Judiciária Direcção Central de Investigação da Corrupção e Criminalidade de Económica e Financeira (DCICCEF) Rua Alexandre Herculano, 42-A 1250-011 Lisboa Tel. +351 961517813 e-mail: uniceo@pj.pt</p>
Roumanie	<p>Headquarters of Romanian Police General Directorate for Countering Organized Criminality National Central Office Stefan cel Mare street no. 13-15 Bucharest ROMANIA Tel./Fax +40 213104070 e-mail: onc-co@politiaromana.ro</p>
Slovénie	<p>Center za forenzične preiskave Policije Oddelek za preiskave rokopisov in dokumentov (NAC/CNAC) Štefanova 2 SI-1501 Ljubljana SLOVENIJA Tel. +386 14284284 Fax +386 14284986 e-mail: dorijan.kerzan@policija.si or nac@bsi.si</p>

État membre ⁽¹⁾	Institution	
Slovaquie	<p>Ministerstvo vnútra SR Prezídium Policajného zboru Úrad justičnej a kriminálnej polície Odbor ekonomickej kriminality Oddelenie boja proti falšovaníu a pozmeňovaníu (NCO) Račianska 45 812 72 Bratislava SLOVENSKO/SLOVAKIA Contact person: Martin Oravský Tel: +421 961050128, +421 907704296 Fax: +421 961059071 e-mail: oravsky@minv.sk</p>	
Finlande	<p>Keskusrikospoliisi Rikostietopalvelu Omaisuusrikollisuus Jokiniemenkuja 4 PL 285 FI-01301 Vantaa SUOMI/FINLAND Tel. +358 71 878 6771 Fax +358 71 878 6765 e-mail: raharikokset@krp.poliisi.fi</p>	<p>National Bureau of Investigation Criminal Intelligence Division Property Crimes Unit Forgery of Money Section Jokiniemenkuja 4 P.O. Box 285 FI-01301 Vantaa FINLAND Tel. +358 71 878 6771 Fax +358 71 878 6765 e-mail: raharikokset@krp.poliisi.fi</p>
Suède	<p>Rikskriminalpolisen- Kriminalpolisensheten Finanspolisen P.O. Box 12256/Polhemsgatan 30 SE-102 26 Stockholm SVERIGE Tel. +46 84013800 Fax +46 84013789 e-mail: finanspolisen@polisen.se</p>	
Royaume-Uni	<p>Central Office for the Suppression of Counterfeit Currency National Criminal Intelligence Service (NCIS) POB 8000 London SE11 5EN UNITED KINGDOM Tel. +44 2072388000 (ask for UKNCO aka Counterfeit Currency Unit) Fax +44 2072388049</p>	

(1) L'ordre protocolaire des États membres est fondé sur l'ordre alphabétique de leurs noms géographiques dans la (les) langue(s) originale(s).

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.5475 — Atlantia/Acciona/Itinere Chilean Assets)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 56/03)

Le 26 février 2009, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
- en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32009M5475. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire (<http://eur-lex.europa.eu>).

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.5422 — Statoilhydro/ST1/ST1 Avifuels)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 56/04)

Le 22 décembre 2008, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il puisse contenir. Il sera disponible:

- dans la section «concurrence» du site Internet Europa (<http://ec.europa.eu/comm/competition/mergers/cases/>). Ce site Internet propose plusieurs outils pour aider à localiser des décisions de concentrations individuelles, tel qu'un index par société, par numéro de cas, par date et par secteur d'activité,
 - en support électronique sur le site Internet EUR-Lex sous le numéro de document 32008M5422. EUR-Lex est l'accès en ligne au droit communautaire (<http://eur-lex.europa.eu>).
-

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET
ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾**9 mars 2009**

(2009/C 56/05)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,2565	AUD	dollar australien	1,9883
JPY	yen japonais	124,40	CAD	dollar canadien	1,6405
DKK	couronne danoise	7,4509	HKD	dollar de Hong Kong	9,7455
GBP	livre sterling	0,91140	NZD	dollar néo-zélandais	2,5399
SEK	couronne suédoise	11,5655	SGD	dollar de Singapour	1,9504
CHF	franc suisse	1,4669	KRW	won sud-coréen	1 958,55
ISK	couronne islandaise		ZAR	rand sud-africain	13,3742
NOK	couronne norvégienne	8,9740	CNY	yuan ren-min-bi chinois	8,5945
BGN	lev bulgare	1,9558	HRK	kuna croate	7,4498
CZK	couronne tchèque	27,640	IDR	rupiah indonésien	15 090,57
EEK	couronne estonienne	15,6466	MYR	ringgit malais	4,6710
HUF	forint hongrois	310,60	PHP	peso philippin	60,950
LTL	litas lituanien	3,4528	RUB	rouble russe	44,7910
LVL	lats letton	0,7073	THB	baht thaïlandais	45,435
PLN	zloty polonais	4,7460	BRL	real brésilien	2,9981
RON	leu roumain	4,2958	MXN	peso mexicain	19,2596
TRY	lire turque	2,2826	INR	roupie indienne	65,1750

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001

(2009/C 56/06)

Numéro de l'aide: XA 287/08**État membre:** République fédérale d'Allemagne**Région:** Freistaat Bayern**Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle:** Gewährung von Leistungen durch die Bayerische Tierseuchenkasse nach der «Satzung über die Leistungen der Bayerischen Tierseuchenkasse (Leistungssatzung)»**Base juridique:**

- § 71 Tierseuchengesetz der Bundesrepublik Deutschland
- Art. 5 Abs. 2, Art. 5 b Abs. 2 des Gesetzes über den Vollzug des Tierseuchenrechts des Freistaats Bayern
- Satzung über die Leistungen der Bayerischen Tierseuchenkasse (Leistungssatzung)

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Environ 19,7 millions EUR (financés par les cotisations des éleveurs à la Bayerische Tierseuchenkasse)**Intensité maximale des aides:** Jusqu'à un maximum de 100 %**Date de la mise en œuvre:** L'aide est disponible à compter de la publication sur Internet de la synthèse des informations relatives au régime d'aide**Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle:** 1.1.2009-31.12.2013**Objectif de l'aide:**

Aides relatives aux maladies animales conformément à l'article 10, paragraphes 1 et 2, du règlement (CE) n° 1857/2006.

- Conformément à l'article 10, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1857/2006:
 - aides destinées à couvrir des prestations relatives à des mesures de prévention, de dépistage et d'éradication des maladies animales,
 - aides sous forme de prise en charge des coûts des examens de laboratoire destinés au dépistage des maladies animales.

— Conformément à l'article 10, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1857/2006:

- aides destinées à indemniser les agriculteurs des pertes entraînées par des maladies animales.

Les bénéficiaires sont des petites et moyennes entreprises au sens du règlement (CE) n° 1857/2006.

Les aides ne concernent aucune mesure dont les coûts doivent, en vertu du droit communautaire, être supportés par les entreprises agricoles elles-mêmes.

Les aides prévues à l'article 10, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1857/2006 n'impliquent pas de paiements directs en espèces aux entreprises agricoles, mais sont accordées sous la forme de services subventionnés. La Bayerische Tierseuchenkasse prend en charge les coûts des services et les règle directement aux prestataires de services. L'intensité brute de l'aide ne dépasse pas 100 %.

Les services consistent essentiellement en des activités vétérinaires et concernent des coûts d'examen afférents aux contrôles sanitaires, aux tests et autres mesures de dépistage, ainsi qu'en des mesures de vaccination et d'achat subventionné de vaccins.

Les aides prévues à l'article 10, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1857/2006 sont calculées en fonction de la valeur marchande des animaux tués par la maladie ou des animaux abattus sur ordre des autorités dans le cadre d'un programme de prévention ou d'éradication public obligatoire. Les aides sont limitées aux pertes causées par des maladies animales pour lesquelles un foyer a été officiellement reconnu par les autorités publiques. L'intensité brute de l'aide est de 100 % au maximum

Secteur(s) concerné(s): Tous les élevages bovins, équins, porcins, ovins et avicoles (poules et dindes) de l'État libre de Bavière**Nom et adresse de l'autorité responsable:**Bayerische Tierseuchenkasse
Anstalt des öffentlichen Rechts
Arabellastraße 29
D-81925 München
E-mail: info@btsk.de**Adresses des sites web:**

Concernant la base juridique:

— Loi sur les maladies animales:

<http://www.gesetze-im-internet.de/bundesrecht/viehseuchgesamt.pdf>

— Loi sur l'application du droit relatif aux maladies animales:

<http://portal.versorgungskammer.de/portal/page/portal/btsk/btskr/tierseuchengesetz-vollzug.pdf>

Concernant la réglementation applicable aux aides:

— Arrêté relatif aux prestations de la Bayerische Tierseuchenkasse (arrêté de prestations):

<http://portal.versorgungskammer.de/portal/page/portal/btsk/btskr/leistungssatzung2009.pdf>

Autres informations: —

Numéro de l'aide: XA 363/08

État membre: France

Région: Département de l'Aude

Intitulé du régime d'aide: aides aux coûts de réalisation de la vaccination et de dépistage virologique des animaux dans le cadre de la lutte contre la fièvre catarrhale ovine (FCO)

Base juridique:

Article 10 du règlement (CE) n° 1857/2006 du 15 décembre 2006,

Arrêtés du ministre de l'agriculture et de la pêche du 29 août, 19, 24 septembre et 27 octobre 2008 modifiant l'arrêté du 1^{er} avril 2008 définissant les zones réglementées relatives à la FCO,

Décision n° 90/424 CE du Conseil du 26 juin 1990 relative à certaines dépenses dans le domaine vétérinaire,

Délibération du 24 octobre 2008 du Conseil général de l'Aude,

Avenant à la convention bipartite départementale du 19 novembre 2007 relative aux tarifs des opérations de prophylaxie collective, fixant le tarif de rémunération des vaccinations obligatoires dans le cadre de la FCO

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide: 166 000 EUR pour l'ensemble de l'opération (réalisation de la vaccination et dépistage virologique)

Intensité maximale des aides: Le taux d'intervention est de 50 % des frais de réalisation de la vaccination les sérotypes 1 et 8 et de 50 % des coûts du dépistage virologique

Date de la mise en œuvre: A partir de la date de publication du numéro d'enregistrement de la demande d'exemption sur le site de la Direction générale de l'Agriculture et du Développement rural de la Commission

Durée du régime d'aide: novembre 2008 jusqu'à la fin 30.4.2009

Objectif de l'aide:

Pour conforter l'efficacité du programme national de lutte contre la fièvre catarrhale ovine, en complément des différentes mesures arrêtées pour le suivi et la surveillance de cette maladie,

le Conseil général de l'Aude souhaite aider les filières d'élevage bovin, ovin et caprin, par une prise en charge:

— de 50 % des frais hors taxes de réalisation de la vaccination, venant en complément de l'aide apportée par l'État et l'Union Européenne. Un contrôle croisé entre les services de l'État (directions départementales de l'agriculture et de la forêt, DDAF et directions départementales des services vétérinaires, DDSV) et les services du Conseil Général de l'Aude sera mis en place pour s'assurer du respect du plafond d'aides de 100 %.

Par contre, la fourniture des vaccins n'est pas éligible au présent règlement car elle fait l'objet d'une prise en charge totale de la part de l'État et l'Union Européenne,

— de 50 % du coût hors taxes des analyses virologiques, plafonné à 25 EUR hors taxes par analyse virologique.

Les aides seront accordées en nature, sous forme de services subventionnés, conformément à l'article 10 paragraphe 1 du règlement (CE) n° 1857/2006

Secteur(s) concerné(s): Bovin, ovin et caprin

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Conseil Général de l'Aude
Allée Raymond Courrière
F-11855 Carcassonne — Cedex 9

Adresse du site web:

http://www.cg11.fr/contenu/c_communique_vaccination.asp

Numéro de l'aide: XA 367/08

État membre: République fédérale d'Allemagne

Intitulé du régime d'aide: «Nachhaltigkeit»

Base juridique: § 3 des Gesetzes über die Landwirtschaftliche Rentenbank in der Fassung der Bekanntmachung vom 4. September 2002 (BGBl. I S. 3646), zuletzt geändert durch Artikel 174 der Verordnung vom 31. Oktober 2006 (BGBl. I S. 2407) in Verbindung mit der Programminformation Nachhaltigkeit und dem Merkblatt Beihilfen

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Des prêts sont accordés à un taux réduit. Le montant de l'aide versée dans le cadre de ces prêts s'élèvera selon les prévisions à 12 millions EUR

Intensité maximale des aides: Au maximum 20 % des coûts éligibles. Le montant maximal de l'aide accordée à une seule entreprise ne peut dépasser 400 000 EUR sur une période de trois exercices financiers. En cas de cumul avec d'autres aides publiques concernant les mêmes coûts éligibles, les seuils prévus par le règlement (CE) n° 1857/2006 sont respectés

Date de la mise en œuvre: Conformément au délai prévu à l'article 20, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1857/2006, au plus tôt pendant le 17.11.2008

Durée du régime d'aide: 30.6.2014

Objectif de l'aide: Soutien aux PME actives dans la production primaire de produits agricoles conformément à l'annexe I du traité CE (excepté la pêche et l'aquaculture) par des aides à l'investissement dans la production primaire de produits agricoles; investissements en vue de la préservation et de l'amélioration de l'environnement naturel ou de l'amélioration des conditions d'hygiène ou des normes en matière de bien-être animal; investissements en vue d'améliorer la qualité de la production [article 4 du règlement (CE) n° 1857/2006]. Les coûts éligibles sont les suivants: a) la construction, l'acquisition ou la rénovation de biens immeubles, b) l'achat ou la location-vente de matériels et d'équipements, y compris les logiciels, jusqu'à concurrence de la valeur marchande du bien ou c) les frais généraux, en rapport avec les dépenses listées en a) et b), par exemple les honoraires d'architectes et d'ingénieurs, le conseil et les études de faisabilité. Ce faisant, il est garanti que les aides ne sont pas accordées en violation d'une quelconque interdiction ou restriction prévue par les règlements du Conseil instituant des organisations communes de marché, même lorsque ces interdictions et restrictions ne concernent que le soutien communautaire

Secteur(s) concerné(s): Agriculture, viticulture, horticulture

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Landwirtschaftliche Rentenbank
Hochstraße 2
D-60313 Frankfurt am Main

Adresse du site web:

www.rentenbank.de/landwirtschaft/nachhaltigkeit

Autres informations: —

Numéro de l'aide: XA 383/08

État membre: Italie

Région: Veneto

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: Consolidamento e sviluppo dell'agricoltura di montagna

Base juridique:

Articoli 6-7-9-15-16-17 della legge regionale del 18 gennaio 1994 n. 2 «Provvedimenti per il consolidamento e lo sviluppo dell'agricoltura di montagna e la tutela e valorizzazione dei territori montani». Il testo coordinato della legge è pubblicato sul sito del Consilio Regionale del Veneto.

Deliberazione Giunta regionale veneto n. 2441 del 16 settembre 2008, «Adeguamento delle disposizioni applicative della L.R. del 18 gennaio 1994 n. 2 "Provvedimenti per il consolidamento e lo sviluppo dell'agricoltura di montagna e la tutela e valorizzazione dei territori montani" alla normativa comunitaria. Modifiche ed integrazioni alle D.G.R. 901 del 6 maggio 2008 e D.G. R. 1440 del 6 giugno 2008».

Il testo della deliberazione è pubblicato sul Bollettino ufficiale della regione Veneto n. 82 del 3 ottobre 2008 a pagina 19

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Le budget annuel du régime d'aides est défini par la loi de finances adoptée chaque année par le Conseil régional. Une enveloppe financière de l'ordre de 800 000 EUR en moyenne est accordée annuellement. Ce chiffre est purement indicatif

Intensité maximale des aides:

Le régime d'aides s'applique exclusivement aux zones de montagne visées à l'article 36, point a) i), du règlement (CE) n° 1698/2005 figurant dans le Programme de développement rural PSR Veneto 2007-2013 approuvé par la décision CE C (2007) 4682 du 17 octobre 2007.

L'intensité maximale des aides varie en fonction des catégories prévues et respecte les montants maximaux fixés par le règlement (CE) n° 1857/2006:

— Investissements dans les exploitations agricoles:

- a. 50 % ou 55 % s'ils sont réalisés par de jeunes agriculteurs pendant une période de cinq ans après installation (art. 7 — 15 et 16 — 17 de la loi régionale (LR) 2/94);
- b. 75 % s'il s'agit d'investissements allant au-delà des conditions minimales actuellement prescrites par la Communauté et d'investissements réalisés pour se conformer à des normes minimales nouvellement introduites, sans augmenter la capacité de production, dans le cadre de l'amélioration des conditions d'hygiène des élevages ou du bien-être des animaux (art. 9 LR 2/94). Le relèvement du taux d'aide à 75 % n'est applicable qu'aux dépenses supplémentaires résultant d'investissements réalisés en vue de l'adaptation aux nouvelles normes ou du dépassement de normes existantes.

— Conservation de paysages et bâtiments traditionnels (art. 6 LR 2/94), 75 % dans les cas suivants:

- a. investissements de capitaux pour la conservation d'éléments non productifs du patrimoine situés dans des exploitations agricoles présentant un intérêt archéologique ou historique;
- b. investissements de capitaux pour la conservation d'éléments productifs du patrimoine situés dans des exploitations agricoles présentant un intérêt archéologique ou historique, sans augmentation de la capacité de production;

En tout état de cause, le montant global de l'aide accordée à une entreprise individuelle ne peut dépasser 500 000 EUR au cours d'une période de trois exercices financiers

Date de la mise en œuvre: À partir de la date de publication du numéro d'enregistrement de la demande d'exemption sur le site de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: Jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide:

Développement sectoriel, compétitivité, modernisation — article 4 du règlement (CE) n° 1857 du 15 décembre 2006.

Coûts admissibles: actions portant sur les structures ou les équipements dont l'objectif est d'améliorer et de moderniser les structures de l'activité agricole de l'exploitation, ainsi que d'y introduire des technologies novatrices; frais généraux, dans la limite de 5 % des dépenses admissibles.

Conservation des bâtiments traditionnels — article 5 du règlement (CE) n° 1857 du 15 décembre 2006.

Coûts admissibles: actions portant sur la restructuration des édifices ruraux

Secteur(s) concerné(s): Le régime d'aides concerne la production des produits agricoles énumérés à l'annexe I du traité et s'adresse à l'ensemble des secteurs de production

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Regione Veneto
Giunta regionale
Direzione produzioni agroalimentari
Via Torino 110
I-30174 Mestre (VE)

Adresse du site web:

http://web.intra.rve/sites/segr.giunta/Shared%20Documents/bur_internet.aspx

Numéro de l'aide: XA 386/08

État membre: Hongrie

Région: Magyarország

Intitulé du régime d'aide ou nom de l'entreprise bénéficiaire de l'aide individuelle: A nemzeti agrárkár-enyhítési rendszerről és a kárenyhítési hozzájárulásról szóló állami támogatási program

Base juridique:

— A nemzeti agrárkár-enyhítési rendszerről és a kárenyhítési hozzájárulásról szóló 2008. évi ... törvény-tervezet

Bases juridiques du régime d'aide à remplacer (XA 99/2007):

— A nemzeti agrárkár-enyhítési rendszerről szóló 2006. évi LXXXVIII. törvény

— A nemzeti agrárkár-enyhítési rendszerről szóló 2006. évi LXXXVIII. törvény végrehajtásának szabályairól szóló 88/2006. (XII. 28.) FVM rendelet

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide ou montant total de l'aide individuelle octroyée à l'entreprise bénéficiaire: Les dépenses annuelles prévues s'élèvent approximativement à 5 milliards HUF, comprenant une contribution provenant des ressources d'indemnisation des producteurs de 2,5 milliards HUF et une contribution de l'État au moins du même montant

Intensité maximale des aides:

L'intensité de l'aide ne pourra pas dépasser 80 % de la perte de rendement due à un phénomène météorologique défavorable ou 90 % dans les zones défavorisées.

Sont soustraits de la perte de rendement subie le montant de l'indemnité payée par les assurances, ainsi que le montant économisé lors de l'engrangement de la récolte (la récolte étant moins abondante en raison du sinistre, les frais afférents à son engrangement sont également réduits).

Le montant de la contribution à l'indemnisation des dommages versée par l'agriculteur est de 2 000 HUF par hectare et par an pour les terres de culture des fruits et légumes et de 800 HUF par hectare et par an pour les autres terres

Date de la mise en œuvre: À compter du 1^{er} janvier 2009

Durée du régime d'aide ou de l'aide individuelle: Jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide:

L'aide a pour objectif de compenser partiellement les pertes provoquées par les phénomènes météorologiques défavorables frappant les producteurs agricoles lorsque le rendement de l'exploitation a diminué de plus de 30 %.

Article 11 — Aides relatives aux pertes dues à des phénomènes météorologiques défavorables.

Les dispositions de l'article 11, paragraphes 8 et 9, seront respectées aux dates prescrites

Secteur(s) concerné(s): Tout le secteur de la production végétale

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Földművelésügyi és Vidékfejlesztési Minisztérium
Kossuth Lajos tér 11.
H-1055 Budapest

Adresse du site web:

http://www.parlament.hu/internet/plsql/ogy_irom.irom_adat?p_ckl=38&p_izon=6686

Budapest, le 4 novembre 2008

MÁHR András
szakállamtitkár

Renseignements communiqués par les États membres sur les aides d'État accordées conformément au règlement (CE) n° 1857/2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001

(2009/C 56/07)

Numéro de l'aide: XA 392/08

État membre: France

Région: Région Midi-Pyrénées

Intitulé du régime d'aide: Indemnisation des pertes entraînées par la fièvre catarrhale ovine (FCO) en Midi-Pyrénées: difficultés liées à la reconstitution du troupeau de souche

Base juridique:

Article 10 paragraphe 2 du règlement (CE) n° 1857/2006

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 1^{er} avril 2008 définissant les zones réglementées relatives à la FCO, modifié par l'arrêté du 17 octobre 2008

Décision n° 90/424/CE du Conseil du 26 juin 1990 relative à certaines dépenses dans le domaine vétérinaire

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide: 1,5 Mio EUR

Intensité maximale des aides: en ovins et caprins:

Les aides que le Conseil régional souhaite mettre en oeuvre seraient les suivantes, pour tous les animaux morts par suite de la FCO et remplacés (montants forfaitaires par tête):

Espèce	Animal né sur l'exploitation	Animal acheté par l'exploitant	Animal acheté, issu de la sélection
Agnelle, brebis	30 EUR	40 EUR	50 EUR
Chèvre, chevrette	30 EUR	50 EUR	50 EUR
Bélier ou bouc reproducteur	—	—	150 EUR
Génisse ou vache	150 EUR	250 EUR	250 EUR
Taureau	—	—	450 EUR

Modulées en fonction du type d'animaux et du mode de reconstitution du troupeau, ces aides atteindront une intensité variant de 5 % à 50 % au plus des pertes économiques entraînées par cette mortalité.

En effet, la perte économique liée au remplacement d'une mère du cheptel de souche peut être évaluée comme suit, pour les mères des filières ovines et bovines. Les exemples cités portent sur les montants de pertes minima, ces montants sont supérieurs en production laitière (perte majorée par la valeur du lait non produit sur une ou deux lactations) ou pour les animaux issus des schémas de sélection (perte majorée par un prix d'achat supérieur)

En production ovine: (agnelage à 2 ans et productivité: 1,4 agneaux/brebis)

Total perte économique minimum en production ovine (*): 302 EUR

Aide prévue de la Région: de 30 EUR à 50 EUR (150 EUR pour un bélier reconnu par l'organisme de sélection agréé), soit un taux maximum de 50 % du montant de la perte estimée.

L'aide accordée par l'État étant au maximum de 100 EUR par brebis, le taux des aides cumulées sera en tout état de cause dans tous les cas inférieur à 100 %.

(*) Détail du calcul de la perte économique d'une brebis:
 — achat d'agnelle: 130 EUR + vieillissement: 55 EUR (13 mois × 0,20 EUR/kg × 21 kg),
 — perte de production: 1,4 agneaux × 100 EUR moins 23 EUR d'aliment,
 — total: 130 + 55 + 140 – 23 = 302 EUR.

En production bovin-viande: (première mise bas à 36 mois)

Total perte économique en production bovine (**): 3 180 EUR

Aide prévue de la Région: de 150 à 250 EUR par vache (450 EUR pour un taureau reconnu par l'organisme de sélection agréé), soit un taux maximum de 19 % de la perte estimée.

L'aide accordée par l'État étant au maximum de 800 EUR par bovin, le taux des aides cumulées sera en tout état de cause, dans tous les cas, inférieur à 100 %.

(**) Détail du calcul de la perte économique d'une vache:
 — achat d'une génisse: 1 200 EUR + vieillissement: 1 080 EUR (18 mois × 2 EUR par jour),
 — perte de production: 1 veau sevré: 900 EUR,
 — total: 1 200 + 1 080 + 900 = 3 180 EUR.

En tout état de cause, l'aide de la Région Midi-Pyrénées ne portera que sur le remplacement justifié d'animaux constatés morts ayant donné lieu à ce titre à une prime d'indemnité par l'État, ou abattus après avoir été traités pour la FCO (intervention aidée au titre du fonds de solidarité des Groupements de Défense Sanitaire).

Par ailleurs, il sera demandé aux bénéficiaires une déclaration des montants perçus éventuellement par eux au titre des régimes d'assurance, montants qui seront pris en compte pour vérifier le non dépassement du taux de 100 % maximum d'aide

Date de la mise en œuvre: 1^{er} janvier 2009

Durée du régime d'aide: Jusqu'à la fin 2009

Objectif de l'aide: En cohérence avec le programme national de lutte contre la fièvre catarrhale ovine, en complément des différentes mesures arrêtées pour le suivi et la surveillance de cette maladie, la Région Midi-Pyrénées souhaite accorder des aides aux éleveurs de la région pour réduire les coûts de remplacement des animaux du cheptel de souche morts à cause de la FCO

Secteur(s) concerné(s): Bovin, ovin, caprin

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Région Midi-Pyrénées — Hôtel de Région
22, Boulevard du Maréchal Juin
F-31406 Toulouse Cedex 9

Adresse du site web:

<http://www.midipyrenees.fr/pagesEditos.asp?IDPAGE=990>

http://www.midipyrenees.fr/pagesEditos.asp?IDPAGE=991&sX_Menu_selectedID=m2Economie_3045B991

Numéro de l'aide: XA 394/08

État membre: Autriche

Région: Bundesland Salzburg

Intitulé du régime d'aide: Spartenrichtlinien für eine Landesbeihilfe zu Prämienkosten von Sturmschadenversicherungen für Gewächshäuser in der Landwirtschaft

Base juridique: Salzburger Landwirtschaftsförderungsgesetz, LGBl Nr. 16/1975 idgF

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide: 20 000 EUR

Intensité maximale des aides: 25 %

Date de la mise en œuvre: À partir du 1^{er} janvier 2009

Durée du régime d'aide: Jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide:

Disposition applicable: article 12 du règlement (CE) n° 1857/2006.

L'objectif de cette mesure de soutien est d'inciter les entreprises agricoles d'horticulture à souscrire des assurances afin de couvrir les dégâts causés par les tempêtes dans les serres qui risqueraient de menacer leur existence

Secteur(s) concerné(s): Agriculture/horticulture (A 01.12)

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Amt der Salzburger Landesregierung
Abteilung Land- und Forstwirtschaft
Fanny von Lehnert Straße 1
A-5020 Salzburg

Adresse internet pour consulter le texte de cette mesure:

www.salzburg.gv.at/themen/lf/foerderungen_lf.htm

Numéro de l'aide: XA 395/08

État membre: Allemagne

Région: Sachsen-Anhalt

Intitulé du régime d'aide: Erhaltung und Verbesserung des ländlichen Erbes

Base juridique: Richtlinie über die Gewährung von Zuwendungen für die Erhaltung des Steillagenweinbaus im Weinbaugebiet Sachsen-Anhalt (Erlass des MLU vom 19.12.2007 — 63-04032/1.4/2007) veröffentlicht im Ministerialblatt des Landes Sachsen-Anhalt (MBL. Nr. 4/2008 vom 11.2.2008)

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aide: 95 000 EUR

Intensité maximale des aides:

- jusqu'à 30 % des dépenses admissibles pour la plantation de vignes sur des terrains en forte pente (plantations de remplacement),
- jusqu'à 60 % des dépenses admissibles pour la restauration de murs, d'escaliers, de voies d'accès et d'éléments de sécurité dans les vignobles,
- jusqu'à 35 % des dépenses admissibles pour la restauration de bâtiments et de caves historiques dans les vignobles

Date de la mise en œuvre: À compter de la publication du règlement par la Commission sur internet

Durée du régime d'aide: Jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide:

L'objectif de l'aide est de réparer et d'entretenir les vignobles exploités sur des terrains en forte pente ou en terrasses et qui constituent des éléments typiques du paysage. Les mesures contribuent à atteindre les objectifs du plan stratégique national «Conservation et, le cas échéant, remise en état de l'héritage culturel et naturel en milieu rural» et «Conservation et amélioration des espaces ruraux en tant que lieux de récréation et de détente» et sont conformes aux dispositions des articles 4 et 5 du règlement (CE) n° 1857/2006.

Sont admissibles au bénéfice de l'aide: la plantation de vignes sur des terrains en forte pente, en particulier le défrichage de sites anciens, la préparation du sol, l'achat et la plantation de vignes greffées, l'achat et la mise en place de dispositifs de soutien, ainsi que des mesures de protection. La restauration de murs de vignobles, ainsi que des escaliers, voies d'accès et éléments de sécurité nécessaires (par exemple, des rampes), peut également être admissible à la condition toutefois que les éléments fondamentaux du paysage soient préservés. Enfin, la restauration de bâtiments et de caves historiques dans les vignobles selon un mode de construction et des matériaux propres à la région permettant d'en améliorer l'apparence extérieure est également admissible. Ces bâtiments ne peuvent servir à l'écoulement de la production

La mesure est cofinancée conformément au règlement (CE) n° 1698/2005. La participation du Land s'élève à 25 %

Secteur(s) concerné(s): Viticulture

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Amt für Landwirtschaft, Flurneuordnung und Forsten (ALFF Süd)
Müllner Straße 59
D-06667 Weißenfels

Adresse internet de l'intitulé de la base juridique:

mailto:guenther.Bethge@mliu.sachsen-anhalt.de
<http://www.asp.sachsen-anhalt.de/frdb/files/93.pdf>

Numéro de l'aide: XA 408/08

État membre: France

Région: —

Intitulé du régime d'aide: Indemnisation des pertes dues à l'épizootie de fièvre catarrhale ovine (FCO) pour l'élevage ovin allaitant

Base juridique:

Article 10 paragraphe 2 du règlement (CE) n° 1857/2006,

- Arrêté du ministre de l'agriculture et de la pêche du 27 octobre 2008 modifiant l'arrêté du 1^{er} avril 2008 définissant les zones réglementées relatives à la fièvre catarrhale ovine,
- Décision n° 90/424 CE du Conseil du 26 juin 1990 relative à certaines dépenses dans le domaine vétérinaire,
- Règlement (CE) n° 1266/2007 du 26 octobre 2007 portant modalités d'application de la directive 2000/75/CE du Conseil en ce qui concerne la lutte contre la fièvre catarrhale du mouton, son suivi, sa surveillance et les restrictions applicables aux mouvements de certains animaux des espèces qui y sont sensibles

Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime d'aides: 25 Mio EUR

Intensité maximale des aides: 100 % des pertes

Date de la mise en œuvre: En 2009 (ou au plus tard à la date de publication du numéro d'enregistrement de la demande d'exemption sur le site de la Direction générale de l'Agriculture et du Développement rural de la Commission)

Durée du régime d'aide: Cette aide est prévue en 2009

Objectif de l'aide: Dans le cadre du programme national de lutte contre les effets de la fièvre catarrhale ovine, en dehors des différentes mesures arrêtées pour son suivi, sa surveillance et de la campagne de vaccination en cours, il paraît indispensable de compenser, au moins partiellement, les pertes des éleveurs d'ovins allaitants du territoire métropolitain, territoire entièrement touché par cette maladie

Secteur(s) concerné(s): Élevage ovin allaitant

Nom et adresse de l'autorité responsable:

Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions
12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 30003
F-93555 Montreuil-sous-Bois Cedex

Adresse du site web:

<http://www.office-elevage.fr/aides-nat/pages/aides-nat-27.htm>

Numéro de l'aide: XA 410/08

État membre: Italie

Région: Veneto

Intitulé du régime d'aide: Aiuti agli investimenti nelle aziende agricole

Base juridique: Legge Regionale 12 dicembre 2003, n. 40 Titolo VI Capo I artt. 17, 17 bis, 18, 19 e 20 «Nuove norme per gli interventi in agricoltura» e successive modifiche ed integrazioni. Il testo coordinato della legge è pubblicato sul sito del Consilio Regionale del Veneto

Type d'aide: Régime d'aide

Montant total annuel dans le cadre du régime: 2 Mio EUR

Le budget annuel est défini par la loi de finances adoptée chaque année par le Consiglio Regionale. Ce chiffre est purement indicatif

Intensité maximale des aides:

- 1) 30 % des dépenses admissibles;
- 2) 40 % des dépenses admissibles pour les zones de montagne.

S'il s'agit d'investissements effectués par de jeunes entrepreneurs dans les cinq années suivant la date de leur établissement, les plafonds visés aux points 1) et 2) peuvent être portés respectivement à 45 et 55 %

Date de la mise en œuvre: À partir de la date de publication du numéro d'enregistrement de la demande d'exemption sur le site de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission

Durée du régime d'aide: Jusqu'au 31 décembre 2013

Objectif de l'aide: Investissements dans les exploitations agricoles [article 4 du règlement (CE) n° 1857/2006]

Secteur(s) concerné(s): Code NACE: A1 — Culture et production animale, chasse et services annexes

Nom de l'autorité responsable:

Regione Veneto, Giunta Regionale
Direzione produzioni agroalimentari

Adresse de l'autorité responsable:

Via Torino 110
I-30172 Mestre (VE)

Adresse du site web:

<http://www.consiglio Veneto.it/crvportal/leggi/2003/03lr0040.html?numLegge=40&annoLegge=2003&tipoLegge=Alr>

http://web.intra.rve/sites/segr.giunta/Shared%20Documents/bur_internet.aspx

Autres informations: La loi régionale n° 20 du 14 novembre 2008 modifiant la loi régionale n° 40 du 12 décembre 2003 est publiée au Bollettino Ufficiale della Regione Veneto n° 95 du 18 novembre 2008

Procédure nationale pour l'attribution de droits limités de trafic aérien à Chypre

(2009/C 56/08)

En application de l'article 6 du règlement (CE) n° 847/2004 concernant la négociation et la mise en œuvre d'accords relatifs à des services aériens entre les États membres et les pays tiers, la Commission européenne publie ci-après la procédure nationale suivie pour la répartition entre les transporteurs communautaires admissibles de droits de trafic aérien limités en vertu d'accords sur des services aériens passés avec des pays tiers.

Lois relatives à l'aviation civile de 2002 à 2008

Décision en application de l'article 260

Aux fins d'harmonisation avec l'acte de la Communauté européenne dénommé —

«règlement (CE) n° 847/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la négociation et la mise en œuvre d'accords relatifs à des services aériens entre les États membres et les pays tiers»,

le ministre des communications et des travaux publics, exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 260 des lois relatives à l'aviation civile de 2002 à 2008 213(l)/2002, 114(l)/2004, 83(l)/2005, 70(l)/2006, 159(l)/2007, 6(l)/2008, a arrêté la présente décision:

1. La présente décision est dénommée décision de 2008 relative à l'aviation civile (mesures de mise en œuvre du règlement (CE) n° 847/2004).

Définitions

2. (1) Dans la présente décision, sauf indication contraire dans le texte, les définitions suivantes sont utilisées:

«loi», les lois de 2002 à 2008 relatives à l'aviation civile,

«ministre», le ministre des communications et des travaux publics,

«autorité compétente», le département de l'aviation civile du ministère des communications et des travaux publics, qui a la responsabilité de la mise en œuvre des procédures d'octroi de licences d'accès en vertu de la présente décision,

«comité d'évaluation», le comité désigné conformément aux dispositions de l'article 8, paragraphe (1),

«licence d'accès»: l'octroi à un transporteur communautaire intéressé de l'accès à des services réguliers entre la République de Chypre et un pays tiers en vertu de l'accord aérien bilatéral correspondant. L'octroi de cette licence est notifié conformément aux dispositions de l'accord aérien bilatéral,

«transporteur aérien communautaire», aux fins de la présente décision, un transporteur aérien disposant d'une licence d'exploitation valable délivrée par un État membre conformément au règlement (CEE) n° 2407/92 du Conseil du 13 juillet 1992.

- (2) Tout terme contenu dans la présente décision et non spécifiquement défini a la signification qui lui est attribuée par la loi et par le règlement (CE) n° 847/2004, selon le cas.

Objectif

3. La présente décision a pour but d'établir la procédure et les critères d'octroi de licences d'accès à des transporteurs aériens communautaires établis à Chypre en vue de l'exécution de services aériens réguliers sur la base d'accords aériens bilatéraux correspondants, entre des aéroports chypriotes et des aéroports de pays tiers.

Délivrance et retrait de licences d'accès

4. Les licences d'accès sont octroyées et retirées par le ministre en application des articles 5 et 6 du règlement (CE) n° 847/2004.

Procédure

Dépôt d'une demande

5. (1) Tout transporteur aérien communautaire titulaire d'un certificat de transporteur aérien et d'une licence d'exploitation valide délivrée par un État membre en vertu du règlement (CEE) n° 2407/92 et qui est établi dans la République de Chypre peut solliciter, après de l'autorité compétente, l'octroi d'une licence d'accès aux droits commerciaux disponibles ainsi qu'aux nouveaux droits commerciaux octroyés dans le cadre de l'accord aérien bilatéral applicable. La demande est introduite en grec ou en anglais et doit comprendre au minimum les justificatifs et informations suivants:
- a) copie du certificat de transporteur aérien;
 - b) copie de la licence d'exploitation valide et preuves de l'établissement dans la République de Chypre;
 - c) description du service souhaité (p. ex. route, type d'aéronef qui sera utilisé, période d'exécution des vols, fréquence et horaire, nationalité et pays d'immatriculation des aéronefs, informations sur la location éventuelle d'aéronefs avec ou sans équipage);
 - d) date à laquelle le service doit débiter;
 - e) type de vol;
 - f) éléments démontrant la capacité opérationnelle et économique du transporteur aérien communautaire à exploiter la ligne, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 2407/92;
 - g) politique tarifaire que le demandeur compte appliquer;
 - h) prévisions triennales détaillées des résultats économiques attendus pour la ligne en question, comprenant des données permettant d'évaluer sa viabilité.
- (2) L'autorité compétente peut, si elle le juge nécessaire, se faire communiquer par le demandeur des informations et/ou clarifications supplémentaires; le transporteur aérien communautaire est tenu de fournir celles-ci dans le délai fixé par l'autorité compétente.
- (3) Le comité d'évaluation prend en considération uniquement les demandes accompagnées de tous les justificatifs exigés et/ou de toutes les informations et/ou clarifications qu'il a sollicitées via l'autorité compétente.

Critères de désignation

6. Lors de l'examen des demandes introduites par des transporteurs aériens communautaires en vue de l'obtention de licences d'accès à des droits commerciaux disponibles et/ou nouveaux octroyés au titre de l'accord aérien bilatéral applicable, le comité d'évaluation tient compte des critères suivants:
- a) application des dispositions des accords aériens bilatéraux entre la République de Chypre et des pays tiers,
 - b) trafic aérien sur la ligne considérée,
 - c) type de trafic aérien,
 - d) liaisons aériennes actuelles, vols via d'autres destinations/fréquence des vols,
 - e) politique tarifaire,
 - f) date de début des vols sur la ligne demandée,
 - g) période d'exécution des vols,
 - h) incidences environnementales,
 - i) plan d'exploitation démontrant la capacité du transporteur aérien à remplir ses obligations opérationnelles et économiques,
 - j) qualité des services offerts,
 - k) continuité de la prestation de services,
 - l) satisfaction de la demande de transport aérien,
 - m) maximisation des avantages pour le public des voyageurs, aux prix le plus bas possibles,
 - n) garantie d'un environnement concurrentiel sain entre les transporteurs aériens dans la Communauté,
 - o) poursuite du développement du secteur touristique à Chypre.

Regroupement et publication de droits commerciaux disponibles ou nouveaux

7. (1) Les droits commerciaux disponibles et/ou nouveaux sont regroupés et publiés sur le site web de l'autorité compétente (www.mcw.gov.cy/dca).
- (2) Une fois que les droits commerciaux disponibles et/ou nouveaux ont été publiés, l'autorité compétente publie un appel à manifestation d'intérêt en vue de l'octroi de licences d'accès à des services réguliers déterminés conformément aux dispositions de l'accord bilatéral aérien applicable. Les demandes correspondantes doivent être présentées dans les 30 jours qui suivent la publication de l'appel à manifestation d'intérêt.

Procédure d'évaluation

8. (1). Les demandes des transporteurs aériens communautaires sont évaluées sur la base des dispositions des articles 5 et 6 de la présente décision, par un comité d'évaluation comprenant trois membres, désignés par le ministre; il s'agit de fonctionnaires du ministère des communications et des travaux publics et de l'autorité compétente.
- (2) Pour être valables, les réunions du comité d'évaluation exigent la présence de tous ses membres. Le comité statue à la majorité sur l'octroi de licences d'accès. Les réunions du comité d'évaluation font l'objet d'un compte rendu.
- (3) Le comité d'évaluation est chargé d'examiner les demandes reçues conformément aux dispositions de la présente décision et de faire des propositions au ministre en vue de l'octroi de licences d'accès.
- (4) Le ministre approuve ou rejette la décision du comité d'évaluation par une décision motivée et attribue ou non la licence d'accès, selon le cas.
- (5) Dans un délai de deux mois à compter de l'échéance de soumission des demandes, le ministre choisit le ou les transporteurs aériens communautaires auxquels sera octroyée une licence d'accès aux droits commerciaux disponibles et/ou nouveaux résultant d'un accord aérien bilatéral.
- (6) La licence d'accès attribuée spécifie les conditions d'octroi des droits commerciaux disponibles et/ou nouveaux conformément aux dispositions de l'accord aérien bilatéral applicable.

Obligations du transporteur aérien sélectionné

9. Le transporteur aérien communautaire sélectionné doit, dans le cadre de l'exercice des droits commerciaux octroyés:
- a) offrir des services aériens suffisants et satisfaisants aux voyageurs (en termes de fréquence, de niveau de service), en tenant dûment compte de la dépendance au tourisme de l'économie de la République de Chypre;
- b) prendre toutes les mesures indispensables pour que les services couverts par la licence d'accès débudent au plus tard dans les six mois qui suivent la date de sélection, sans écart par rapport au programme de vols qu'il a soumis.

Réexamen et retrait de licences d'accès

10. (1) La licence d'accès est octroyée au transporteur aérien communautaire pour une durée illimitée, sans préjudice de la possibilité d'un retrait en vertu de l'article 11 ou d'un réexamen suivi d'un retrait de la licence conformément au paragraphe (2).
- (2) Le ministre, via le comité d'évaluation, réexamine et retire la licence d'accès octroyée à un transporteur aérien communautaire si d'autres transporteurs aériens communautaires démontrent qu'ils ont la possibilité d'exercer les droits commerciaux octroyés en vertu d'une licence d'accès avec une efficacité et une efficacité supérieures.
- (3) En cas de retrait d'une licence en vertu du paragraphe (1), l'autorité compétente publie un nouvel appel invitant les transporteurs aériens communautaires à soumettre une demande de licence, conformément à la procédure décrite dans la présente décision.

Retrait de licences d'accès

11. La licence d'accès est retirée par le ministre dans les cas suivants:
- a) modification substantielle des données sur la base desquelles le transporteur aérien communautaire a été choisi;
- b) interruption de l'exécution des services pour lesquels la licence d'accès a été octroyée, sans reprise dans les six mois, sauf si l'interruption est due à des circonstances échappant au contrôle du transporteur aérien communautaire;

- c) notification écrite du transporteur aérien communautaire au ministre de son intention d'interrompre les vols sur la ligne couverte par la licence d'accès;
- d) échec partiel ou total à exploiter correctement et efficacement les droits d'accès octroyés en vertu de la licence d'accès;
- e) non-respect, de la part du transporteur aérien communautaire retenu, des dispositions de la présente décision et/ou des conditions figurant dans la licence d'accès et/ou l'accord aérien bilatéral applicable.

Cession de droits

12. Une licence d'accès octroyée à un transporteur aérien communautaire sur la base des dispositions de la présente décision ne peut être octroyée ou cédée à un autre transporteur aérien ou faire l'objet d'une quelconque exploitation commerciale entre transporteurs aériens.

Fait le 29 septembre 2008

Le ministre des communications et des travaux publics

V

(Avis)

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

COMMISSION

Avis d'adjudication pour l'achat de beurre par les organismes payeurs

(2009/C 56/09)

1. Une procédure d'adjudication pour l'achat de beurre par les organismes payeurs a été ouverte par le règlement (CE) n° 186/2009 de la Commission ⁽¹⁾. Les dispositions applicables en la matière sont énoncées au chapitre II, section 3, du règlement (CE) n° 105/2008 de la Commission ⁽²⁾.
2. Le délai de présentation des offres pour la première adjudication particulière expire le 17 mars 2009.
3. Les offres sont introduites auprès des organismes payeurs. Les adresses des organismes payeurs sont disponibles sur le site web CIRCA de la Commission européenne:
<http://circa.europa.eu/Public/irc/agri/lait/library?l=/&vm=detailed&sb=Title>

⁽¹⁾ JOL 64 du 10.3.2009, p. 3.
⁽²⁾ JOL 32 du 6.2.2008, p. 3.

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

COMMISSION

Avis d'ouverture d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures antidumping applicables aux importations de cyclamate de sodium originaire de la République populaire de Chine et de l'Indonésie

(2009/C 56/10)

À la suite de la publication d'un avis d'expiration prochaine ⁽¹⁾ des mesures antidumping applicables aux importations de cyclamate de sodium originaire de la République populaire de Chine et de l'Indonésie (ci-après dénommés «les pays concernés»), la Commission a été saisie d'une demande de réexamen de ces mesures, conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne ⁽²⁾ (ci-après dénommé «le règlement de base»).

1. Demande de réexamen

La demande a été déposée le 11 décembre 2008 par Productos Aditivos SA (ci-après dénommé «le requérant»), l'unique producteur de cyclamate de sodium dans la Communauté, représentant la totalité de la production communautaire de ce produit.

2. Produit

Le produit faisant l'objet du réexamen est le cyclamate de sodium originaire de la République populaire de Chine et de l'Indonésie (ci-après dénommé «le produit concerné»), relevant actuellement du code NC ex 2929 90 00. Ce code NC est mentionné à titre purement indicatif.

3. Mesures existantes

Les mesures actuellement en vigueur consistent en un droit antidumping définitif institué par le règlement (CE) n° 435/2004 du Conseil ⁽³⁾ sur les importations de cyclamate de sodium originaire de la République populaire de Chine et de l'Indonésie.

4. Motifs du réexamen

La demande fait valoir que l'expiration des mesures entraînerait probablement la continuation ou la réapparition du dumping et du préjudice causé à l'industrie communautaire.

Compte tenu des dispositions de l'article 2, paragraphe 7, du règlement de base, le requérant a établi la valeur normale pour

la République populaire de Chine sur la base de la valeur normale construite dans un pays à économie de marché approprié, mentionné au point 5.1 c). L'allégation de continuation du dumping pour la République populaire de Chine repose sur une comparaison entre la valeur normale, telle que définie à la phrase précédente, et les prix à l'exportation vers la Communauté du produit concerné.

Sur cette base, la marge de dumping calculée est importante.

Pour démontrer la probabilité d'une réapparition du dumping en ce qui concerne l'Indonésie, une comparaison a été opérée entre la valeur normale et les prix à l'exportation. La valeur normale a été construite. Vu les faibles volumes actuellement importés de l'Indonésie dans la Communauté, le requérant a utilisé les prix à l'exportation de l'Indonésie vers le Pakistan et les Philippines.

L'allégation de réapparition du dumping pour l'Indonésie repose sur une comparaison entre la valeur normale construite et les prix à l'exportation vers les pays tiers susmentionnés du produit concerné.

Sur la base de la comparaison précitée, qui montre le dumping, le requérant conclut à la probabilité de réapparition du dumping en provenance de l'Indonésie.

Le requérant affirme en outre la probabilité d'un dumping préjudiciable supplémentaire en provenance de l'Indonésie. À cet égard, il présente des éléments de preuve dont il ressort qu'en cas d'expiration des mesures, le niveau actuel des importations du produit concerné risque d'augmenter en raison d'une réorientation probable des exportations en provenance des pays tiers vers la Communauté, et ce en raison du caractère attrayant du marché communautaire compte tenu de sa taille et de ses niveaux de prix.

En ce qui concerne la République populaire de Chine, le requérant affirme que les importations du produit concerné ont continué à causer du préjudice à l'industrie communautaire en raison de l'augmentation de leur volume et de leur part de marché, et des prix faibles.

⁽¹⁾ JO C 253 du 4.10.2008, p. 22.

⁽²⁾ JO L 56 du 6.3.1996, p. 1.

⁽³⁾ JO L 72 du 11.3.2004, p. 1.

En outre, le requérant affirme que la situation déjà fragile de l'industrie communautaire s'aggraverait encore si les mesures venaient à expiration et que toute réapparition d'importations importantes à des prix faisant l'objet d'un dumping en provenance des pays concernés est susceptible d'entraîner la continuation ou la réapparition du préjudice pour l'industrie communautaire.

5. Procédure

Ayant conclu, après consultation du comité consultatif, qu'il existait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'un réexamen au titre de l'expiration des mesures, la Commission ouvre un réexamen conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base.

5.1. Procédure de détermination d'une probabilité de dumping et de préjudice

L'enquête déterminera si l'expiration des mesures est ou non susceptible d'entraîner la continuation ou la réapparition du dumping et du préjudice.

a) Questionnaires

Afin d'obtenir les informations qu'elle juge nécessaires à son enquête, la Commission enverra des questionnaires à l'industrie communautaire et à toute association de producteurs dans la Communauté, aux producteurs-exportateurs en République populaire de Chine et en Indonésie, à toute association de producteurs-exportateurs, aux importateurs, à toute association connue d'importateurs et aux autorités des pays exportateurs concernés.

b) Informations et auditions

Toutes les parties intéressées sont invitées à faire connaître leur point de vue, à présenter des informations autres que celles contenues dans les réponses au questionnaire et à fournir des éléments de preuve à l'appui. Ces informations et éléments de preuve doivent parvenir à la Commission dans le délai fixé au point 6 a) ii).

En outre, la Commission entendra les parties intéressées, pour autant qu'elles en fassent la demande et prouvent qu'il existe des raisons particulières de les entendre. Ces demandes doivent être présentées dans les délais fixés au point 6 a) iii).

c) Choix du pays à économie de marché

Dans l'enquête précédente, l'Indonésie a été utilisée comme pays à économie de marché approprié aux fins de l'établissement de la valeur normale pour la République populaire de Chine. La Commission envisage d'utiliser une nouvelle fois l'Indonésie à cet effet. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs observations à ce sujet dans le délai spécifique précisé au point 6 b).

5.2. Procédure d'évaluation de l'intérêt de la Communauté

Conformément à l'article 21 du règlement de base et au cas où la probabilité d'une continuation ou d'une réapparition du dumping et du préjudice serait confirmée, il sera déterminé s'il est dans l'intérêt de la Communauté de proroger les mesures antidumping. À cet effet, la Commission pourra envoyer des questionnaires aux producteurs connus de l'industrie communautaire, aux importateurs, à leurs associations représentatives, à des utilisateurs représentatifs, de même qu'à des organisations de consommateurs représentatives. Ces parties, y compris celles qui ne sont pas connues de la Commission, peuvent, pour autant qu'elles prouvent l'existence d'un lien objectif entre leur activité et le produit concerné, se faire connaître et fournir des informations à la Commission dans le délai général fixé au point 6 a) ii). Les parties ayant respecté cette procédure peuvent demander à être entendues, après avoir exposé les raisons particulières justifiant leur audition, dans le délai fixé au point 6 a) iii). Il convient de noter que toute information présentée conformément à l'article 21 du règlement de base ne sera prise en considération que si elle a été simultanément étayée par des éléments de preuve concrets.

6. Délais

a) Délais généraux

i) Pour les parties, afin de demander un questionnaire

Toutes les parties intéressées qui n'ont pas coopéré à l'enquête ayant conduit aux mesures faisant l'objet du présent réexamen doivent demander les questionnaires et autres formulaires dès que possible, au plus tard dans les quinze jours qui suivent la publication du présent avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.

ii) Pour les parties, afin de se faire connaître et de soumettre les réponses au questionnaire ou toute autre information

Sauf indication contraire, toutes les parties intéressées doivent, afin que leurs observations soient prises en compte au cours de l'enquête, se faire connaître en prenant contact avec la Commission, présenter leur point de vue et soumettre les réponses au questionnaire ou toute autre information dans les quarante jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel de l'Union européenne*. Il est à noter que les parties ne peuvent exercer la plupart des droits procéduraux énoncés dans le règlement de base que si elles se sont fait connaître dans le délai susmentionné.

iii) Auditions

Toutes les parties intéressées peuvent également demander à être entendues par la Commission dans le même délai de quarante jours.

b) *Délai spécifique concernant le choix du pays à économie de marché*

Les parties à l'enquête peuvent souhaiter présenter des observations au sujet du choix de l'Indonésie, qui, ainsi qu'il est indiqué au point 5.1 c), est envisagé comme pays à économie de marché aux fins de l'établissement de la valeur normale pour la République populaire de Chine. Ces observations doivent parvenir à la Commission dans les dix jours suivant la date de publication du présent avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.

7. Observations écrites, réponses au questionnaire et correspondance

Toutes les observations et demandes des parties intéressées doivent être présentées par écrit (autrement que sous forme électronique, sauf indication contraire) et mentionner le nom, l'adresse, l'adresse de courrier électronique et les numéros de téléphone et de télécopieur de la partie intéressée. Toutes les observations écrites, y compris les informations demandées dans le présent avis, les réponses aux questionnaires et la correspondance des parties concernées, fournis à titre confidentiel, porteront la mention «*Restreint* (1)» et, conformément à l'article 19, paragraphe 2, du règlement de base, seront accompagnés d'une version non confidentielle portant la mention «*Version destinée à être consultée par les parties intéressées*».

Adresse de correspondance de la Commission:

Commission européenne
Direction générale du commerce
Direction H
Bureau: N-105 04/92
1049 Brussels
BELGIQUE
Fax +32 22956505

8. Défaut de coopération

Lorsqu'une partie intéressée refuse l'accès aux informations nécessaires, ne les fournit pas dans les délais prévus ou fait obstacle de façon significative à l'enquête, des conclusions, positives ou négatives, peuvent être établies sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base.

S'il est constaté qu'une partie intéressée a fourni un renseignement faux ou trompeur, ce renseignement n'est pas pris en considération et il peut être fait usage des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base. Si une partie intéressée ne coopère pas ou ne coopère que partiellement et s'il est fait usage des données disponibles, il peut en résulter, pour ladite partie, une situation moins favorable que si elle avait coopéré.

9. Calendrier de l'enquête

Conformément à l'article 11, paragraphe 5, du règlement de base, l'enquête sera menée à terme dans les quinze mois suivant la date de publication du présent avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.

10. Possibilité de demander un réexamen au titre de l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base

Le présent réexamen au titre de l'expiration des mesures étant ouvert conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement de base, ses conclusions ne pourront pas mener à une modification du niveau des mesures existantes mais uniquement à une abrogation ou au maintien de ces dernières, conformément à l'article 11, paragraphe 6, dudit règlement.

Si une partie intéressée à la procédure estime qu'il convient de réexaminer le niveau des mesures afin de permettre la modification éventuelle de ce dernier (qu'il s'agisse de l'augmenter ou de le réduire), elle peut demander un réexamen au titre de l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base.

Les parties souhaitant demander un réexamen de ce type qui serait mené indépendamment du réexamen au titre de l'expiration des mesures visé par le présent avis, peuvent prendre contact avec la Commission à l'adresse figurant ci-dessus.

11. Traitement de données à caractère personnel

Il est à noter que toute donnée à caractère personnel collectée dans le cadre de la présente enquête sera traitée conformément au règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (2).

12. Conseiller-auditeur

Il y a également lieu de noter que, si les parties intéressées estiment rencontrer des difficultés dans l'exercice de leurs droits de défense, elles peuvent solliciter l'intervention du conseiller-auditeur de la direction générale du commerce. Celui-ci agit comme un intermédiaire entre les parties intéressées et les services de la Commission et propose, si nécessaire, sa médiation sur des questions de procédure touchant à la protection des intérêts desdites parties au cours de la présente procédure, notamment en ce qui concerne l'accès au dossier, la confidentialité, la prolongation des délais et le traitement des points de vue présentés par écrit et/ou oralement. Pour obtenir de plus amples informations ainsi que les coordonnées de contact, les parties intéressées peuvent consulter les pages Web consacrées au conseiller-auditeur sur le site Internet de la direction générale du commerce (<http://ec.europa.eu/trade>).

(1) Cette mention signifie que le document est exclusivement destiné à un usage interne. Il est protégé en vertu de l'article 4 du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43). Il s'agit d'un document confidentiel au sens de l'article 19 du règlement de base et de l'article 6 de l'accord de l'OMC relatif à la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (accord antidumping).

(2) JO L 8 du 12.1.2001, p. 1.

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

COMMISSION

AIDES D'ÉTAT — GRÈCE

Aide d'État C 48/08 (ex NN 61/08) — Aide d'État présumée en faveur de Ellinikos Xrysos S.A.

Décision d'ouvrir la procédure formelle d'examen

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(Le texte en langue grecque est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 56/11)

Par lettre du 10 décembre 2008, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Grèce sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant la mesure d'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur l'aide présumée en faveur de Ellinikos Xrysos S.A. dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction E
Spa 3 — 6/005
B-1049 Bruxelles
Fax (32-2) 296 12 42
E-mail: stateaidgreffe@ec.europa.eu

RÉSUMÉ

région susceptible de bénéficier d'une aide régionale au titre de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE.

PROCÉDURE

La Commission a reçu, d'un plaignant qui souhaite garder l'anonymat, un courrier daté du 9 juillet 2007 indiquant que la société Ellinikos Xrysos S.A. (ci-après «Ellinikos Xrysos») aurait reçu plusieurs aides d'État.

Les aides d'État présumées concernent la cession d'actifs détenus par l'État (mines de Kassandra et 70 autres actifs) à Ellinikos Xrysos pour un prix inférieur à leur valeur de marché, sans adjudication publique ni évaluation préalable par un expert indépendant. À cela s'ajoute une dispense de l'obligation d'acquitter les droits d'enregistrement ou autres taxes ainsi qu'une réduction des frais de procédure (honoraires d'avocats, frais de notaire et autres charges).

DESCRIPTION DU BÉNÉFICIAIRE ET DES MESURES D'AIDE

Fondée le 9 décembre 2003, Ellinikos Xrysos est une grande entreprise spécialisée dans le secteur minier. Son capital est actuellement détenu par European Goldfields (95 %) et Elliniki Technodomiki TEV (5 %). European Goldfields est une société minière canadienne. Ellinikos Xrysos est implantée dans une

Les mines de Kassandra ont été vendues, en 1996, à la société minière TVX Ellas par adjudication publique, pour un montant équivalent à 32 millions d'euros. La vente couvrait l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé et de l'actif circulant de l'entreprise, les titres miniers, les droits de propriété intellectuelle ainsi que les licences d'exploitation minière.

À la suite de l'annulation, par le Conseil d'État grec, en 2002, de permis octroyés à TVX Ellas pour des projets miniers, le propriétaire de la société, TVX Gold Inc. (société minière canadienne), a cessé de financer l'entreprise afin de préserver la valeur de son capital. Cette décision a affecté la viabilité économique de TVX Ellas, soumise à des obligations financières considérables, et l'a conduite au dépôt de bilan. Par la suite, un tribunal grec a prononcé un jugement déclaratif de faillite.

Le 12 décembre 2003, TVX Ellas a cédé les mines de Cassandra à l'État grec pour un montant de 11 millions d'euros en vertu d'un accord extrajudiciaire conclu entre ces deux parties. Le même jour, l'État grec a revendu les mines de Cassandra, ainsi que 70 autres actifs, à Ellinikos Xrysos, également pour 11 millions d'euros. Lors du transfert des actifs des mines de Cassandra, Ellinikos Xrysos a été déliée de l'obligation d'acquitter les droits d'enregistrement ou autres taxes et a bénéficié d'une réduction des honoraires d'avocats, des frais de notaire et autres charges.

Selon les informations dont la Commission dispose, la valeur de l'actif des mines de Cassandra a été estimée, le 30 juin 2004, soit 6 mois après la cession des mines à Ellinikos Xrysos, à 408 millions d'euros (valeur loyale et marchande) par Behre Dolbear International Ltd, société internationale de conseil dans l'industrie des minerais, pour le compte de European Goldfields.

En 2007, soit trois ans après la cession des mines à Ellinikos Xrysos, l'actionnaire Elliniki Technodomiki TEV S.A. a échangé 30 % du capital de la société contre des actions dans European Goldfields et un montant de 132 millions d'euros, ce qui porterait la valeur totale des mines à 440 millions d'euros.

APPRÉCIATION

La Commission considère que la cession des actifs détenus par l'État à un prix inférieur à celui du marché, sans adjudication publique ni évaluation préalable par un expert indépendant et assortie d'une dispense de l'obligation d'acquitter les droits d'enregistrement ou autres taxes ainsi que d'une réduction des frais de procédure (honoraires d'avocats, frais de notaire et autres charges), constitue une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE.

La Commission a analysé les mesures à la lumière des éléments suivants:

- les règles régissant les aides régionales, et plus précisément le règlement général d'exemption par catégorie, qui déclare certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité, et les lignes directrices de 1998 concernant les aides d'État à finalité régionale,
- les règles relatives au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, et plus précisément les lignes directrices communautaires de 1999 régissant les aides d'État dans ce domaine,
- les règles applicables à la protection de l'environnement, et plus précisément les dispositions pertinentes du règlement général d'exemption par catégorie et de l'encadrement communautaire des aides d'État pour la protection de l'environnement de 2001.

La Commission a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, parce qu'elle n'est pas certaine que toutes les conditions requises pour l'octroi d'aides à finalité régionale ou de mesures de sauvetage et de restructuration ou de protection de l'environnement, soient remplies, et doute en particulier que:

- Ellinikos Xrysos soit admissible au bénéfice d'une aide régionale pour l'acquisition d'actifs physiques ayant un lien direct avec un établissement, si celui-ci a fermé ou aurait fermé s'il n'avait pas été racheté. En effet, les autorités grecques n'ont pas fourni à la Commission d'informations indiquant que l'opération s'était déroulée aux conditions du marché, c'est-à-dire dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, inconditionnel et transparent ou après une évaluation, par un expert indépendant, de la valeur de marché des actifs des mines de Cassandra. En tout état de cause, la Commission ne dispose pas d'éléments indiquant que les intensités d'aide applicables ont été respectées,
- Ellinikos Xrysos soit admissible au bénéfice d'une aide régionale pour la création d'emplois, étant donné que le contrat de vente conclu entre l'État grec et l'entreprise ne contient pas de clause demandant à cette dernière de conserver un certain nombre de salariés, mais lui permet au contraire d'adapter les effectifs à ses besoins. En tout état de cause, la Commission ne dispose pas d'éléments indiquant que les intensités d'aide applicables ont été respectées,
- Ellinikos Xrysos soit admissible au bénéfice d'une aide au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté, étant donné que l'entreprise a été fondée trois jours avant l'acquisition des mines de Cassandra,
- Ellinikos Xrysos soit admissible au bénéfice d'une aide pour la protection de l'environnement, étant donné que l'entreprise s'est seulement engagée à respecter la législation grecque existante.

La Grèce a été invitée à fournir de plus amples informations sur ces différents points.

En outre, la Commission a décidé, en application de l'article 10, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 659/99 du Conseil, d'enjoindre la Grèce de lui fournir, dans un délai d'un mois, tous les documents susceptibles de lui permettre de calculer l'aide d'État prétendument accordée à Ellinikos Xrysos.

TEXTE DE LA LETTRE

«Η Επιτροπή επιθυμεί να ενημερώσει την Ελλάδα ότι, αφού εξέτασε τις πληροφορίες που χορηγήθηκαν από τις ελληνικές αρχές σχετικά με την ανωτέρω υπόθεση, αποφάσισε να κινηθεί τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 88 παράγραφος 2 της συνθήκης ΕΚ.

1. ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ

- (1) Η Επιτροπή έλαβε επιστολή με ημερομηνία 9 Ιουλίου 2007 από καταγγέλλοντα ο οποίος επιθυμεί να παραμείνει ανώνυμος και ο οποίος ισχυρίζεται ότι η εταιρεία Ellinikos Xrysos Α.Ε. έχει λάβει διάφορες κρατικές ενισχύσεις.

(2) Μετά την καταγγελία, η Επιτροπή διεπίστωσε μη εμπιστευτική εκδοχή της στις ελληνικές αρχές ζητώντας τους να την σχολιάσουν. Η Ελλάδα έστειλε απάντηση με ημερομηνία 7 Νοεμβρίου 2007. Στις 7 Απριλίου 2008, εστάλη αίτημα παροχής πληροφοριών στο οποίο η Ελλάδα απάντησε εν μέρει με επιστολή με ημερομηνία 14 Μαΐου 2008. Στις 26 Ιουνίου 2008, εστάλησαν ορισμένες συμπληρωματικές πληροφορίες. Δεύτερο αίτημα παροχής πληροφοριών με υπενθύμιση εστάλη στις 25 Ιουνίου 2008, στο οποίο οι ελληνικές αρχές απάντησαν εν μέρει με επιστολές με ημερομηνία 1 Αυγούστου 2008 και 27 Νοεμβρίου 2008.

2. ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ

(3) Τα Μεταλλεία Κασσάνδρας ευρίσκονται στον Νομό Χαλκιδικής της Βορείου Ελλάδος. Περιλαμβάνουν τα μεταλλεία χρυσού Στρατωνίου και Ολυμπιάδος, καθώς και το μεταλλείο χαλκού και χρυσού Σκουριών.

(4) Το 1996, τα κρατικής ιδιοκτησίας Μεταλλεία Κασσάνδρας επωλήθησαν στην TVX HELLAS A.E. με δημόσιο διαγωνισμό για το ισοδύναμο των 32 εκατ. EUR. Η πώληση περιλάμβανε όλα τα πάγια και κυκλοφορούντα στοιχεία ενεργητικού της εταιρείας, τα μεταλλευτικά δικαιώματα, τα δικαιώματα πνευματικής ιδιοκτησίας και τις σχετικές άδειες για τις μεταλλευτικές δραστηριότητες περιλαμβανομένης της ακίνητης περιουσίας. Σε συμφωνία που συνήψε με την TVX HELLAS A.E., το ελληνικό δημόσιο εγγυήθηκε την παροχή ορισμένων αδειών εκμετάλλευσης που θα επέτρεπαν στην τελευταία να εφαρμόσει το επενδυτικό της πρόγραμμα (εφεξής "συμφωνία του 1996"). Η αξία της ακίνητης περιουσίας είχε υπολογισθεί από ανεξάρτητο εκτιμητή το 1996 σε 19,8 εκατ. EUR.

(5) Μετά την ακύρωση μεταλλευτικών αδειών από το Συμβούλιο της Επικρατείας της Ελλάδας το 2002, η "TVX Gold Inc.", η καναδική μεταλλευτική εταιρεία, ιδιοκτήτρια της TVX HELLAS A.E., αναγκάστηκε να παύσει τη χρηματοδότηση της τελευταίας, προκειμένου να διαφυλάξει την αξία των μετοχών της. Η ενέργεια αυτή προέξενσε ζημία στην οικονομική βιωσιμότητα της TVX HELLAS A.E. εξαιτίας των σημαντικών οικονομικών της υποχρεώσεων και την ανάγκασε να κινήσει πτωχευτική διαδικασία η οποία κατέληξε στην κήρυξη της σε πτώχευση από ελληνικό δικαστήριο.

(6) Στις 12 Δεκεμβρίου 2003, τα Μεταλλεία Κασσάνδρας μεταβιβάστηκαν από την TVX HELLAS A.E. στο ελληνικό δημόσιο έναντι 11 εκατ. EUR με βάση τους όρους εξώδικου διακανονισμού μεταξύ του ελληνικού δημοσίου και της TVX HELLAS A.E.

(7) Την ίδια ημέρα, το ελληνικό δημόσιο πώλησε τα Μεταλλεία Κασσάνδρας στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. έναντι 11 εκατ. EUR. Σύμφωνα με τον καταγγέλλοντα, η συνολική έκταση των ακινήτων που μεταβιβάστηκαν από το ελληνικό δημόσιο στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. ήταν 2 142 621,31 m², συν 70 ακίνητα συνολικής έκτασης 411 779,26 m² τα οποία η TVX HELLAS A.E. είχε αποκτήσει την περίοδο 1996-2003.

(8) Σύμφωνα με πληροφορίες που είχε λάβει η Επιτροπή από τις ελληνικές αρχές, η τιμή των 11 εκατ. EUR με την οποία τα Μεταλλεία Κασσάνδρας μεταβιβάστηκαν στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. αποτελούσε την λογιστική αξία της TVX HELLAS A.E., ιδιοκτήτριας των μεταλλείων την εποχή εκείνη.

(9) Μέτοχοι της Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. είναι επί του παρόντος η European Goldfields (95 % των μετοχών) και η Ελληνική Τεχνολογική ΤΕΒ Α.Ε. (5 % των μετοχών). Η European

Goldfields είναι καναδική εταιρεία που ασχολείται με την απόκτηση, έρευνα και ανάπτυξη μεταλλευτικών ακινήτων στα Βαλκάνια.

(10) Στις 9 Φεβρουαρίου 2004, η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. ανακοίνωσε τη σύναψη σύμβασης με το ελληνικό δημόσιο στις 9 Δεκεμβρίου 2003 (ημερομηνία ίδρυσης της Ελληνικός Χρυσός Α.Ε.) για την αγορά των στοιχείων ενεργητικού των Μεταλλείων Κασσάνδρας. Η Ελλάδα έδωσε τέλος στη συμφωνία με την TVX HELLAS A.E. στις 9 Δεκεμβρίου 2003.

(11) Η πώληση των ακινήτων αυτών στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. πραγματοποιήθηκε χωρίς διαφανή και ανοικτό διαγωνισμό. Σύμφωνα με τα λεγόμενα των ελληνικών αρχών, ο αγοραστής δεσμεύθηκε να διατηρήσει ένα ελάχιστο επίπεδο απασχόλησης στα μεταλλεία και να τηρήσει ορισμένους περιβαλλοντικούς όρους. Ωστόσο, μετά από εξέταση της σύμβασης πώλησης η Επιτροπή δεν διαπίστωσε την ύπαρξη όρων περί ελάχιστου επιπέδου απασχόλησης, αλλά μια αόριστη αναφορά σε προσλήψεις προσωπικού αναλόγως των αναγκών της Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. Όσον αφορά τους περιβαλλοντικούς όρους, η εταιρεία είχε αναλάβει βάσει της σύμβασης την υποχρέωση να προβεί σε όλες τις απαραίτητες ενέργειες και διαδικασίες για την προστασία του περιβάλλοντος σύμφωνα με τις οδηγίες των ελληνικών αρχών.

(12) Σήμερα η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. είναι μια μεγάλη εταιρεία με περίπου 300 εργαζόμενους και κύκλο εργασιών το 2007 ύψους 57,87 εκατ. EUR (έναντι 41,12 εκατ. EUR το 2006).

(13) Σύμφωνα με την ανακοίνωση της European Goldfields, η εύλογη αγοραία αξία των στοιχείων ενεργητικού των Μεταλλείων Κασσάνδρας ήταν 408 εκατ. EUR στις 30 Ιουνίου 2004, δηλαδή έξι μήνες μετά την πώληση των μεταλλείων στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε., σύμφωνα με εκτίμηση της Behre Dolbear International Ltd, έγκριτης εταιρείας παροχής συμβουλών στον μεταλλευτικό κλάδο, όπως την χαρακτηρίζει η European Goldfields, για λογαριασμό της τελευταίας.

(14) Το 2007, τρία έτη μετά την πώληση των μεταλλευτικών δραστηριοτήτων στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε., η μέτοχος εταιρεία, η Ελληνική Τεχνολογική ΤΕΒ Α.Ε. αντάλλαξε το 30 % των μετοχών της Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. με μετοχές της European Goldfields και μετρητά συνολικής αξίας 132 εκατ. EUR, πράγμα το οποίο ανεβάζει τη συνολική αξία των μεταλλευτικών δραστηριοτήτων σε 440 εκατ. EUR.

3. ΤΑ ΕΙΚΑΖΟΜΕΝΑ ΣΤΗΝ ΚΑΤΑΓΓΕΛΙΑ ΜΕΤΡΑ ΚΡΑΤΙΚΗΣ ΕΝΙΣΧΥΣΗΣ ΚΑΙ ΟΙ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΠΟΥ ΥΠΕΒΑΛΛΑΝ ΟΙ ΕΛΛΗΝΙΚΕΣ ΑΡΧΕΣ ΣΧΕΤΙΚΑ

(15) Οι εικαζόμενες παράνομες ενισχύσεις που περιλαμβάνει η καταγγελία και για τις οποίες η Επιτροπή ζήτησε από τις ελληνικές αρχές τη γνώμη τους και συμπληρωματικές πληροφορίες, μπορούν να συνοψιστούν ως εξής:

(16) **Μέτρο αριθ. 1:** Η τιμή την οποία κατέβαλε η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. για την αγορά των Μεταλλείων Κασσάνδρας από το ελληνικό δημόσιο είναι κατώτερη της αγοραίας αξίας της.

(17) Ο καταγγέλλων ισχυρίζεται ότι χορηγήθηκε κρατική ενίσχυση στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. στο πλαίσιο της πώλησης των Μεταλλείων Κασσάνδρας προς αυτήν και υποστηρίζει ότι το ελληνικό δημόσιο δεν ενήργησε ως επενδυτής της οικονομίας της αγοράς διότι πώλησε τα Μεταλλεία Κασσάνδρας σε τιμή κατώτερη εκείνης της αγοράς.

- (18) Συγκεκριμένα, ο καταγγέλλων ισχυρίζεται ότι η αγοραία αξία των Μεταλλείων Κασσάνδρας ήταν πολύ ανώτερη των 11 εκατ. EUR που κατέβαλε η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. Η καταγγελία προβάλει δύο επιχειρήματα για να στηρίξει την άποψη αυτή: πρώτον, μετά από ανοικτό διαγωνισμό, η τιμή που προσέφερε η TVX HELLAS Α.Ε. το 1996 για τα Μεταλλεία Κασσάνδρας ήταν 32 εκατ. EUR· δεύτερον, ο καταγγέλλων ανέφερε ότι το ελληνικό δημόσιο, κατά τη μεταβίβαση των Μεταλλείων Κασσάνδρας από την TVX HELLAS Α.Ε. στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε., μεταβίβασε και 70 άλλα στοιχεία ενεργητικού τα οποία η TVX HELLAS Α.Ε. είχε αποκτήσει μετά την αγορά των Μεταλλείων Κασσάνδρας το 1996.
- (19) Σύμφωνα με τον καταγγέλλοντα η αξία των Μεταλλείων Κασσάνδρας επηρεάζεται σε μεγάλο βαθμό από την ακίνητη περιουσία τους.
- (20) Οι ελληνικές αρχές ισχυρίστηκαν ότι τα Μεταλλεία Κασσάνδρας δεν πωλήθηκαν στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. κάτω της αγοραίας τιμής διότι η αξία των στοιχείων του ενεργητικού είχε μειωθεί κατά την προηγούμενη οκταετία. Κατακόρυφη μείωση επήλθε με τις αποφάσεις του Συμβουλίου της Επικρατείας με τις οποίες έπαυσε η έκδοση ορισμένων αδειών ζωτικής σημασίας για τη συνέχιση των δραστηριοτήτων της TVX HELLAS Α.Ε. Εξαιτίας των αποφάσεων αυτών, η εταιρεία δεν έδωσε σε εφαρμογή το επενδυτικό της πρόγραμμα με αποτέλεσμα να περιέλθει σε δύσκολη οικονομική κατάσταση.
- (21) Επιπλέον, οι ελληνικές αρχές υποστηρίζουν ότι τα πάγια στοιχεία των Μεταλλείων Κασσάνδρας, και ιδίως η ακίνητη περιουσία τους, συνδέονται άμεσα με τα μεταλλευτικά δικαιώματα. Η μείωση της αξίας των μεταλλευτικών δικαιωμάτων συνεπάγεται αυτομάτως μείωση της αξίας των ακινήτων. Οι ελληνικές αρχές υποστηρίζουν ότι ένας ιδιώτης επενδυτής θα θεωρούσε τα ακίνητα των Μεταλλείων Κασσάνδρας και τα λοιπά στοιχεία ενεργητικού ως αναπόσπαστο μέρος της συνολικής επιχείρησης και ότι η γη από μόνη της δεν έχει αξία.
- (22) Εκτός αυτού, οι ελληνικές αρχές υποστηρίζουν ότι δεν πρόβλεψαν στην προκήρυξη ανοικτού διαγωνισμού το 2003, όταν τα Μεταλλεία Κασσάνδρας πωλήθηκαν στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε., διότι υπήρχε κατεπείγουσα και επιτακτική ανάγκη μεταβίβασης των στοιχείων ενεργητικού της TVX HELLAS Α.Ε. σε νέο επενδυτή. Οι ελληνικές αρχές ανέφεραν ότι, λόγω του ότι η TVX HELLAS Α.Ε. κηρύχθηκε σε πτώχευση το 2003, υπήρχε φόβος απόλυσης των 600 εργαζομένων της καθώς και ρύπανσης του περιβάλλοντος σε περίπτωση παύσης λειτουργίας της μονάδας. Για τον λόγο αυτόν, η μεταβίβαση των Μεταλλείων Κασσάνδρας πραγματοποιήθηκε χωρίς προσφυγή σε ανοικτό διαγωνισμό διότι αυτό θα ήταν, υποθετικά, ανέφικτο λόγω του πολύ χρονόβολου χαρακτήρα της διαδικασίας αυτής. Αντ' αυτού, έγιναν αμέσως ενέργειες για την αντιμετώπιση των μειζόνων περιβαλλοντικών και κοινωνικών προβλημάτων.
- (23) Μέτρο 2: Απαλλαγή από την υποχρέωση καταβολής του φόρου μεταβίβασης ή οιοδήποτε άλλου φόρου και μείωση των δικηγορικών, συμβολαιογραφικών και λοιπών αμοιβών.
- (24) Η καταγγελία αναφέρει ότι η μεταβίβαση των Μεταλλείων Κασσάνδρας στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. απηλλάγη από την υποχρέωση καταβολής φόρου μεταβίβασης και οιοδήποτε άλλου φόρου. Η καταγγελία αναφέρει επίσης ότι υπήρξε

μείωση των δικηγορικών, συμβολαιογραφικών και λοιπών αμοιβών σε 5 % μόνον του πραγματικού ποσού που θα έπρεπε να είχε καταβληθεί, υπέρ της Ελληνικός Χρυσός Α.Ε.

- (25) Οι ελληνικές αρχές διεβίβασαν στην Επιτροπή αντίγραφο της σύμβασης για τη μεταβίβαση των Μεταλλείων Κασσάνδρας στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. όπου αναφέρεται σαφώς ότι η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. απαλλάσσεται από την καταβολή του φόρου μεταβίβασης ή οιοδήποτε άλλου φόρου και ότι μειώνονται οι δικηγορικές, συμβολαιογραφικές και λοιπές αμοιβές, χωρίς αιτιολόγηση. Οι ελληνικές αρχές επιβεβαιώνουν ότι εφαρμόσαν τα μέτρα αυτά προκειμένου να διευκολυνθεί η μεταβίβαση. Επιπλέον, οι ελληνικές αρχές ανέφεραν ότι σύμφωνα με τον ελληνικό νόμο περί φόρου μεταβίβασης ακινήτου, ΦΕΚ 294 (1), ο σχετικός φόρος ανέρχεται σε 7 % της αξίας του μεταβιβαζόμενου ακινήτου για τα πρώτα 15 000 EUR και σε 9 % για το υπόλοιπο της αξίας.

4. ΕΚΤΙΜΗΣΗ ΤΩΝ ΜΕΤΡΩΝ

- (26) Προκειμένου να θεωρηθεί ως ενίσχυση υπαγόμενη στις διατάξεις του άρθρου 87 παράγραφος 1 της συνθήκης ΕΚ, ένα μέτρο οφείλει να πληροί τα εξής τέσσερα κριτήρια:
- (27) Πρώτον, το μέτρο πρέπει να προσπορίζει κάποιο όφελος στον δικαιούχο. Στην προκειμένη περίπτωση ένας πωλητής της οικονομίας της αγοράς κατά κανόνα προσπαθεί να επιτύχει την υψηλότερη τιμή πώλησης. Ως εκ τούτου, το δημόσιο δεν ενεργεί ως πωλητής της οικονομίας της αγοράς (ΠΟΑ) εάν δεν έχει σκοπό να επιτύχει την μεγαλύτερη δυνατή τιμή κατά την πώληση περιουσιακών στοιχείων του δημοσίου με αποτέλεσμα η σχετική συναλλαγή να περιλαμβάνει, ενδεχομένως, ενισχύσεις.
- (28) Σύμφωνα με τις πληροφορίες που διεβίβασαν οι ελληνικές αρχές, δεν υπήρξε ανοικτή, διαφανής, άνευ διακρίσεων και άνευ όρων διαδικασία διαγωνισμού για τη μεταβίβαση των Μεταλλείων Κασσάνδρας στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. Οι όροι πώλησης καθορίστηκαν σε άμεση συμφωνία μεταξύ του ελληνικού δημοσίου και της εταιρείας τρεις ημέρες πριν την πώληση καθεαυτή. Συνεπώς, δεν μπορεί να θεωρηθεί, στη φάση αυτή, ότι η Ελλάδα ενήργησε ως ΠΟΑ κατά την πώληση των Μεταλλείων Κασσάνδρας.
- (29) Η Επιτροπή σημειώνει ότι το 1996, το ελληνικό δημόσιο φαίνεται ότι ενήργησε ως ΠΟΑ κατά την πώληση των μεταλλείων στην TVX HELLAS Α.Ε., στο πλαίσιο ανοικτού διαγωνισμού. Η τιμή που επέτυχε το 1996 ήταν τριπλάσια από την τιμή με την οποία τα προσέφερε στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. μια οκταετία αργότερα. Εκτός αυτού, η πώληση του 1996 δεν περιελάμβανε τα 70 επιπλέον ακίνητα που πωλήθηκαν το 2003 στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε.
- (30) Η Επιτροπή έχει σοβαρές αμφιβολίες ως προς το εάν η αγοραία αξία των ακινήτων το 2003 ήταν μόνον 11 εκατ. EUR. Φαίνεται εξωπραγματικό το ότι μόνον ένα εξάμηνο μετά την απόκτηση των μεταλλείων για 11 εκατ. EUR η αξία τους ανήλθε σε 408 εκατ. EUR σύμφωνα με την αποτίμησή τους από την Behre Dolbear International Ltd. Εξ αυτού συνάγεται ότι η τιμή αγοράς συνιστούσε όφελος για την Ελληνικός Χρυσός Α.Ε.

(1) Νόμος αριθ. 1521/1950 που κυρώθηκε με τον νόμο αριθ. 1587/1950 στο ΦΕΚ 294 Α'.

- (31) Οι ελληνικές αρχές τόνισαν στην απάντησή τους ότι η τιμή που κατέβαλε η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. ήταν τόσο χαμηλή λόγω του ότι το δημόσιο έπρεπε να λάβει υπόψη τις δεσμεύσεις που είχε αναλάβει η επιχείρηση όσον αφορά το περιβάλλον και την απασχόληση προκειμένου να αμβλυνηθεί ο αντίκτυπος της πτώχευσης της TVX HELLAS Α.Ε. Όπως προαναφέρθηκε, η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. είχε αναλάβει, βάσει της σύμβασης, την υποχρέωση να προβεί σε όλες τις απαραίτητες ενέργειες και διαδικασίες για την προστασία του περιβάλλοντος, σύμφωνα με τις οδηγίες των ελληνικών αρχών. Οι ελληνικές αρχές, ως εκ τούτου, παραδέχθηκαν ότι η τιμή δεν αποτελούσε τον μόνο παράγοντα στην πώληση αυτή και ότι το δημόσιο δεν ενήργησε ως ιδιώτης επενδυτής, επιβεβαιώνοντας έτσι τις υποψίες της Επιτροπής όσον αφορά την ύπαρξη κρατικής ενίσχυσης στη σύμβαση πώλησης.
- (32) Η Επιτροπή εξέτασε την σύμβαση πώλησης και δεν διαπίστωσε την ύπαρξη όρων περί ελάχιστου επιπέδου απασχόλησης, αλλά μια αόριστη αναφορά σε προσλήψεις προσωπικού αναλόγως των αναγκών της Ελληνικός Χρυσός Α.Ε.
- (33) Οι ελληνικές αρχές πληροφόρησαν την Επιτροπή ότι η λογιστική αξία TVX HELLAS Α.Ε. των Μεταλλείων Κασσάνδρας κατά τον χρόνο της πώλησης το 2003 ήταν 11 εκατ. EUR. Η πληροφορία αυτή δεν αλλάζει την εκτίμηση της Επιτροπής στο στάδιο αυτό, δεδομένου ότι η λογιστική αξία δεν είναι αντιπροσωπευτική της αγοραίας αξίας. Η αγοραία αυτή αξία πρέπει να καθορίζεται είτε μέσω μιας άνευ όρων διαδικασίας υποβολής προσφορών είτε μέσω εκτίμησης από ανεξάρτητο εμπειρογνώμονα. Οι ελληνικές αρχές δεν ανέφεραν ποτέ στην Επιτροπή ότι πριν από την πώληση των Μεταλλείων Κασσάνδρας στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. είχε πραγματοποιηθεί μελέτη από ανεξάρτητο εμπειρογνώμονα.
- (34) Επιπλέον, η απαλλαγή από την υποχρέωση καταβολής των σχετικών φόρων φαίνεται, επί του παρόντος, ότι συνιστά όφελος. Όσον αφορά τη μείωση των δικηγορικών, συμβολαιογραφικών και λοιπών αμοιβών, η Επιτροπή έχει αμφιβολίες ως προς τον ρόλο του ελληνικού δημοσίου, όσον αφορά την αντιστάθμιση αυτών.
- (35) Δεύτερον, το όφελος πρέπει να χορηγείται από το δημόσιο ή με κρατικούς πόρους. Η χορήγηση φορολογικής απαλλαγής περιλαμβάνει την απώλεια φορολογικών εσόδων τα οποία, σύμφωνα με το σημείο 10 της ανακοίνωσης της Επιτροπής σχετικά με την εφαρμογή των κανόνων για τις κρατικές ενισχύσεις στα μέτρα που σχετίζονται με την άμεση φορολογία των επιχειρήσεων, ισοδυναμεί με κατανάλωση ισόποσων κρατικών πόρων υπό μορφή δημοσιονομικών δαπανών. Όσον αφορά τη μείωση των δικηγορικών, συμβολαιογραφικών και λοιπών αμοιβών, η Επιτροπή έχει αμφιβολίες ως προς τον ρόλο του ελληνικού δημοσίου, στη διαδικασία αυτή και ως προς το εάν είναι δυνατόν να καταλογιστεί στο ελληνικό δημόσιο μια πιθανή αποζημίωση για τις αμοιβές αυτές. Η εικαζόμενη αποδοχή από μέρους του ελληνικού δημοσίου χαμηλότερης τιμής κατά την πώληση των στοιχείων των Μεταλλείων Κασσάνδρας θα αποτελούσε σαφή παραίτηση από κρατικούς πόρους.
- (36) Τρίτον, το μέτρο πρέπει να επηρεάζει το εμπόριο μεταξύ κρατών μελών. Τα μέτρα φαίνεται ότι πληρούν το κριτήριο αυτό, δεδομένου ότι η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. είναι σε θέση να συναλλάσσεται με εταιρείες εγκατεστημένες σε άλλα κράτη μέλη και δραστηριοποιείται σε τομέα του οποίου τα προϊόντα αποτελούν αντικείμενο συναλλαγών ευρείας κλίμακας σε ολόκληρη την Ευρωπαϊκή Ένωση.
- (37) Τέλος, το μέτρο πρέπει να είναι ειδικό ή επιλεκτικό, δηλαδή να ευνοεί "ορισμένες επιχειρήσεις ή ορισμένους κλάδους παραγωγής". Δικαιούχος των μέτρων είναι αποκλειστικά η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. Συνεπώς, τα μέτρα είναι επιλεκτικά καθότι ευνοούν μόνον τη συγκεκριμένη επιχείρηση.
- (38) Συμπερασματικά, η Επιτροπή κρίνει, στην τρέχουσα φάση, ότι τα μέτρα συνιστούν κρατική ενίσχυση. Για τον λόγο αυτόν πρέπει να εκτιμήσει τη συμβατότητά τους.

5. ΣΥΜΒΑΤΟΤΗΤΑ ΤΗΣ ΕΝΙΣΧΥΣΗΣ

- (39) Στο μέτρο που τα μέτρα συνιστούν καθεστώς ενισχύσεων κατά την έννοια του άρθρου 87 παράγραφος 1, η συμβατότητά τους πρέπει να εκτιμηθεί υπό το πρίσμα των απαλλαγών που θεσπίζονται στις παραγράφους 2 και 3 του ίδιου άρθρου.
- (40) Οι απαλλαγές που θεσπίζονται στο άρθρο 87 παράγραφος 2 και παράγραφος 3 στοιχεία β), δ) και ε) είναι σαφές ότι δεν ισχύουν στην προκειμένη περίπτωση και οι ελληνικές αρχές δεν τις επικαλέστηκαν. Αφετέρου, οι απαλλαγές που αφορούν την ανάπτυξη ορισμένων περιοχών ή τομέων που θεσπίζονται στο άρθρο 87 παράγραφος 3 στοιχείο α) πρέπει να ληφθούν υπόψη δεδομένου ότι η δικαιούχος επιχείρηση είναι εγκατεστημένη σε ενισχυόμενη περιοχή. Όσον αφορά την απαλλαγή που θεσπίζεται στο άρθρο 87 παράγραφος 3 στοιχείο γ) σχετικά με ενισχύσεις για την προώθηση ορισμένων τομέων, λαμβανομένου υπόψη του χαρακτήρα των επίμαχων μέτρων τα μόνα συναφή κριτήρια είναι εκείνα που αφορούν ενισχύσεις για τη διάσωση και αναδιάρθρωση επιχειρήσεων.
- (41) Κατά συνέπεια, η Επιτροπή θα προβεί σε ανάλυση του μέτρου υπό το πρίσμα των κανόνων που διέπουν τις περιφερειακές ενισχύσεις. Σύμφωνα με την ανακοίνωση της Επιτροπής για τον καθορισμό των εφαρμοστέων κανόνων για την αξιολόγηση παράνομης κρατικής ενίσχυσης ⁽²⁾, το μέτρο πρέπει να εξετασθεί υπό το πρίσμα των κατευθυντήριων γραμμών που ίσχυαν την εποχή της χορήγησης της ενίσχυσης. Στο πλαίσιο αυτό, οι εφαρμοστέοι κανόνες είναι, πρώτον και κύριον, οι κανόνες του ισχύοντος σήμερα κανονισμού απαλλαγής, και μόνον εναλλακτικά θα εφαρμοσθούν οι ανακοινώσεις που ίσχυαν την εποχή που χορηγήθηκε η ενίσχυση.
- (42) Σύμφωνα με τον γενικό κανονισμό απαλλαγής κατά κατηγορία για την κήρυξη ορισμένων κατηγοριών ενισχύσεων συμβατών με την κοινή αγορά κατ' εφαρμογή των άρθρων 87 και 88 της συνθήκης ⁽³⁾, η απόκτηση παγίων στοιχείων ενεργητικού που συνδέονται άμεσα με μια εγκατάσταση, εφόσον έχει κλείσει ή θα είχε κλείσει, αν δεν είχε αγοραστεί, θεωρείται ότι αποτελεί επιλέξιμη δαπάνη υπό τον όρο ότι η συναλλαγή είχε πραγματοποιηθεί υπό τους όρους της αγοράς ⁽⁴⁾. Οι ελληνικές αρχές δεν διαβίβασαν στην Επιτροπή καμία πληροφορία από την οποία να απορρέει ότι η συναλλαγή είχε πραγματοποιηθεί υπό τους όρους της αγοράς, δηλαδή με ανοικτό, άνευ όρων και διαφανή διαγωνισμό ή με ανεξάρτητη αποτίμηση της αγοραίας αξίας των περιουσιακών στοιχείων των Μεταλλείων Κασσάνδρας. Σε κάθε περίπτωση, η Επιτροπή δεν έχει ενδείξεις ότι τηρήθηκαν οι ισχύουσες εντάσεις ενίσχυσης.

⁽²⁾ ΕΕ C 119 της 22.5.2002, σ. 22.

⁽³⁾ ΕΕ L 214 της 9.8.2008, σ. 3.

⁽⁴⁾ ΕΕ L 214 της 9.8.2008, σ. 22.

(43) Δεδομένου ότι δεν τηρήθηκαν οι όροι του γενικού κανονισμού απαλλαγής κατά κατηγορία, η Επιτροπή πρέπει να εκτιμήσει το μέτρο υπό το πρίσμα των κατευθυντήριων γραμμών για τις περιφερειακές ενισχύσεις του 1998 ⁽⁵⁾ που ίσχυαν την εποχή της πώλησης των Μεταλλείων Κασσάνδρας στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. Κατ' ουσίαν, οι κατευθυντήριες γραμμές ήδη περιλάμβαναν τις ίδιες διατάξεις όσον αφορά τη δυνατότητα να ενταχθεί στις επιλέξιμες δαπάνες ο αριθμός των θέσεων απασχόλησης που επρόκειτο να διατηρηθούν στο πλαίσιο της πώλησης της εγκατάστασης ⁽⁶⁾, και σύμφωνα με τις διαθέσιμες πληροφορίες, η Επιτροπή αμφιβάλλει κατά πόσο είναι αυτό δυνατόν δεδομένου ότι η σύμβαση πώλησης μεταξύ του ελληνικού δημοσίου και της Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. δεν περιλαμβάνει ρήτρα βάσει της οποίας η τελευταία όφειλε να διατηρήσει ένα δεδομένο επίπεδο απασχόλησης, αλλά αντίθετα, της επιτρέπει να προσαρμόσει τον αριθμό των εργαζομένων στις ανάγκες της. Και στην περίπτωση αυτή, ακόμη και αν προβληθεί το επιχείρημα ότι διατηρήθηκαν ορισμένες θέσεις απασχόλησης που θα μπορούσαν να θεωρηθούν ως επιλέξιμη επένδυση, η Επιτροπή δεν διαθέτει καμία ένδειξη ότι τηρήθηκαν οι εφαρμοστέες εντάσεις ενίσχυσης.

(44) Σύμφωνα με την παρέκκλιση του άρθρου 87 παράγραφος 3 στοιχείο γ), η Επιτροπή αμφιβάλλει επίσης ως προς το εάν τηρήθηκαν οι όροι που τέθηκαν με τις κοινοτικές κατευθυντήριες γραμμές του 1999 όσον αφορά τις κρατικές ενισχύσεις για τη διάσωση και την αναδιάρθρωση προβληματικών επιχειρήσεων. Πράγματι, όπως αναφέρεται στο σημείο 7 των κατευθυντήριων γραμμών, "[...] μία επιχείρηση που δημιουργήθηκε πρόσφατα δεν είναι επιλέξιμη για ενισχύσεις διάσωσης και αναδιάρθρωσης, ακόμη και αν η αρχική της χρηματοοικονομική θέση είναι επισφαλής. Αυτό ισχύει ιδίως όταν μια νέα επιχείρηση προκύπτει κυρίως από εκκαθάριση προϋπάρχουσας επιχείρησης ή από ανάληψη μόνο του ενεργητικού της" ⁽⁷⁾. Η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. συστάθηκε τρεις ημέρες πριν αγοράσει τα Μεταλλεία Κασσάνδρας, με αποτέλεσμα να μην θεωρείται επιλέξιμη για ενισχύσεις διάσωσης και αναδιάρθρωσης.

(45) Τέλος, όσον αφορά τη δυνατότητα να θεωρηθεί η ενίσχυση συμβατή υπό το πρίσμα των διατάξεων για τις ενισχύσεις υπέρ της προστασίας του περιβάλλοντος, οι συναφείς διατάξεις του γενικού κανονισμού απαλλαγής κατά κατηγορία και των κοινοτικών κατευθυντήριων γραμμών σχετικά με τις κρατικές ενισχύσεις για την προστασία του περιβάλλοντος ⁽⁸⁾ δεν φαίνεται ότι έχουν εφαρμογή στην προκειμένη περίπτωση. Πράγματι, η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. δεσμεύθηκε μόνον να τηρήσει την υφιστάμενη ελληνική νομοθεσία.

(46) Για τους λόγους αυτούς, η Επιτροπή αμφιβάλλει κατά πόσο το μέτρο μπορεί να θεωρηθεί συμβατό με την κοινή αγορά.

6. ΔΙΑΤΑΓΗ ΠΑΡΟΧΗΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ

(47) Με επιστολή της 7ης Απριλίου 2008 και υπενθύμιση της 25ης Ιουνίου 2008, η Επιτροπή ζήτησε λεπτομερή στοιχεία προκειμένου να προσδιορίσει ποσοτικά το ύψος της εικαζόμενης κρατικής ενίσχυσης προς την Ελληνικός Χρυσός Α.Ε.

⁽⁵⁾ ΕΕ C 74 της 10.3.1998, σ. 9.

⁽⁶⁾ Βλέπε απόφαση της Επιτροπής της 16ης Δεκεμβρίου 2003 σχετικά με το καθεστώς ενισχύσεων που εφάρμοσε η Γαλλία για την ανάληψη των δραστηριοτήτων προβληματικών επιχειρήσεων (ΕΕ L 108 της 16.4.2004, σ. 3).

⁽⁷⁾ ΕΕ C 288 της 9.10.1999, σ. 2.

⁽⁸⁾ ΕΕ C 37 της 3.2.2001, σ. 3.

(48) Συγκεκριμένα, η Επιτροπή ζήτησε τις εξής πληροφορίες:

— την τιμή που κατέβαλε η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. για τα 70 επιπλέον περιουσιακά στοιχεία, που είχε αγοράσει η TVX HELLAS Α.Ε. μεταξύ 1996 και 2003 και τα οποία αναφέρει ο καταγγέλλων,

— το ποσό που αντιπροσωπεύει η μείωση των δικηγορικών, συμβολαιογραφικών και λοιπών αμοιβών,

— το συνολικό ύψος της απαλλαγής από τον φόρο μεταβίβασης ή οποιοδήποτε άλλο φόρο τον οποίο θα έπρεπε να καταβάλει η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. στο πλαίσιο της πώλησης.

(49) Ανταποκρινόμενη στο αίτημα της Επιτροπής, η Ελλάδα εξήγησε μόνον ότι οι μέθοδοι υπολογισμού της αξίας των 70 περιουσιακών στοιχείων δεν είναι αντικειμενικές και ότι αυτά δεν μπορούν να αποτιμηθούν βάσει των τιμών που ισχύουν στην αγορά ακινήτων δεδομένου ότι έχουν αξία μόνον στο μέτρο που μπορούν να χρησιμοποιηθούν για βιομηχανικούς/μεταλλευτικούς σκοπούς.

(50) Η Ελλάδα δεν προσδιόρισε ποσοτικά το ύψος της μείωσης των δικηγορικών, συμβολαιογραφικών και λοιπών αμοιβών και απλώς ανέφερε ότι η μείωση αυτή εφαρμόσθηκε προκειμένου να διευκολυνθεί και να επιταχυνθεί η μεταβίβαση.

(51) Όσον αφορά τις απαλλαγές από τον φόρο μεταβίβασης και άλλους φόρους, η Ελλάδα αναφέρθηκε μόνον στον νόμο αριθ. 1521/1950 βάσει του οποίου χορηγήθηκαν οι απαλλαγές αυτές χωρίς να προσδιορίζεται ποσοτικά η συνολική τους αξία. Δεδομένου ότι η Ελλάδα δεν διαβίβασε τις πληροφορίες αυτές παρά την αποστολή υπενθύμισης, η Επιτροπή κρίνει σκόπιμο να εκδώσει διαταγή παροχής πληροφοριών.

7. ΣΥΜΠΕΡΑΣΜΑ

(52) Λαμβάνοντας υπόψη τα ανωτέρω, η Επιτροπή αποφάσισε να κινήσει τη διαδικασία του άρθρου 88 παράγραφος 2 της συνθήκης ΕΚ και καλεί την Ελλάδα να υποβάλει τις παρατηρήσεις της και να παράσχει όλες τις απαιτούμενες πληροφορίες για την αξιολόγηση της ενίσχυσης εντός ενός μηνός από τη λήψη της παρούσας. Η Επιτροπή ζητεί από τις αρχές της χώρας να διαβιβάσουν αμελλητί αντίγραφο της παρούσας επιστολής στον δυνητικό δικαιούχο της ενίσχυσης.

(53) Η Επιτροπή υπενθυμίζει στην Ελλάδα ότι το άρθρο 88 παράγραφος 3 της συνθήκης ΕΚ έχει ανασταλτικό αποτέλεσμα και εφιστά την προσοχή στο άρθρο 14 του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου, το οποίο προβλέπει την ανάκτηση των ενισχύσεων που έχουν χορηγηθεί παράνομα.

(54) Ως εκ τούτου, η Επιτροπή αποφασίζει να διατάξει την Ελλάδα, βάσει του άρθρου 10 παράγραφος 3 του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 659/1999 του Συμβουλίου να παράσχει εντός προθεσμίας ενός μηνός όλη την σχετική τεκμηρίωση ώστε να δοθεί στην Επιτροπή η δυνατότητα να προσδιορίσει ποσοτικά την εικαζόμενη κρατική ενίσχυση που χορηγήθηκε στην Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. και ιδίως:

— την τιμή που κατέβαλε η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. για τα 70 επιπλέον περιουσιακά στοιχεία, που είχε αγοράσει η TVX HELLAS Α.Ε. μεταξύ 1996 και 2003 και τα οποία αναφέρει ο καταγγέλλων,

— το ποσό που αντιπροσωπεύει η μείωση των δικηγορικών, συμβολαιογραφικών και λοιπών αμοιβών,

- το συνολικό ύψος της απαλλαγής από τον φόρο μεταβίβασης ή οποιοδήποτε άλλο φόρο τον οποίο ήταν υποχρεωμένη να καταβάλει η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. στο πλαίσιο της πώλησης.
- (55) Σε περίπτωση που η Ελλάδα, παρά την παρούσα διαταγή παροχής πληροφοριών, δεν παράσχει τις αιτούμενες πληροφορίες εμπρόθεσμα, η Επιτροπή θα λάβει απόφαση για την υπόθεση βάσει των πληροφοριών που έχει στη διάθεσή της. Συγκεκριμένα, δύναται να θεωρήσει ότι η προαναφερθείσα εκτίμηση της αξίας των στοιχείων ενεργητικού των Μεταλλείων Κασσάνδρας από την Behre Dolbear International Ltd, διεθνή εταιρεία παροχής συμβουλών στον μεταλλευτικό τομέα, για λογαριασμό της European Goldfields, αποτελεί την εύλογη αγοραία αξία την οποία θα έπρεπε να είχε καταβάλει η Ελληνικός Χρυσός Α.Ε. την εποχή της πώλησης.
- (56) Επιπλέον, η Επιτροπή θα ήθελε να λάβει από την Ελλάδα ή τρίτα μέρη πληροφορίες σχετικά με την αγοραία αξία των Μεταλλείων Κασσάνδρας.
- (57) Η Επιτροπή προειδοποιεί την Ελλάδα ότι θα ενημερώσει τα ενδιαφερόμενα μέρη με τη δημοσίευση της παρούσας επιστολής και περίληψής της στην *Επίσημη Εφημερίδα της Ευρωπαϊκής Ένωσης*. Θα ενημερώσει επίσης τα ενδιαφερόμενα μέρη στις χώρες ΕΖΕΣ οι οποίες έχουν υπογράψει τη συμφωνία ΕΟΧ, με δημοσίευση ανακοίνωσης στο συμπλήρωμα ΕΟΧ της *Επίσημης Εφημερίδας της Ευρωπαϊκής Ένωσης* και θα ενημερώσει την Εποπτεύουσα Αρχή της ΕΖΕΣ αποστέλλοντας αντίγραφο της παρούσας επιστολής. Όλα τα ενδιαφερόμενα μέρη θα κληθούν να υποβάλουν τις παρατηρήσεις τους εντός ενός μηνός από την ημερομηνία της δημοσίευσης αυτής.»
-

AUTRES ACTES

COMMISSION

Avis à l'attention des personnes et entités ajoutées par le règlement (CE) n° 184/2009 de la Commission à la liste visée aux articles 2, 3 et 7 du règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban

(2009/C 56/12)

1. La position commune 2002/402/PESC ⁽¹⁾ invite la Commission à ordonner le gel des fonds et ressources économiques d'Oussama ben Laden, des membres de l'organisation Al-Qaida et des Taliban, ainsi que des personnes, groupes, entreprises et entités qui y sont liés, visés dans la liste qui a été établie conformément aux résolutions 1267(1999) et 1333(2000) du Conseil de sécurité des Nations unies et qui doit être régulièrement mise à jour par le comité des Nations unies créé en application de la résolution 1267(1999).

Figurent sur la liste établie par le comité des Nations unies:

- Al-Qaida, les Taliban et M. Oussama ben Laden,
- les personnes physiques et morales, entités, organismes et groupes liés à Al-Qaida, aux Taliban et à M. Oussama ben Laden, et
- les personnes morales, organismes et entités appartenant à, contrôlés par ou soutenant de toute autre façon ces personnes, entités, organismes et groupes.

Les actes ou activités indiquant qu'une personne, un groupe, une entreprise ou une entité est «lié(e)» à Al-Qaida, à Oussama ben Laden ou aux Taliban englobent:

- a) le fait de participer au financement, à l'organisation, à la facilitation, à la préparation ou à l'exécution d'actes ou d'activités en association avec le réseau Al-Qaida, Oussama ben Laden ou les Taliban, ou toute cellule, filiale ou émanation ou tout groupe dissident, sous leur nom, pour leur compte ou pour les soutenir;
- b) le fait de fournir, vendre ou transférer des armements et matériels connexes à ceux-ci;
- c) le fait de recruter pour le compte de ceux-ci; ou
- d) le fait de soutenir, de toute autre manière, des actes commis par ceux-ci ou des activités auxquelles ils se livrent.

2. Le 10 décembre 2008, le comité des Nations unies a décidé d'ajouter plusieurs personnes physiques à la liste visée plus haut. Ces personnes peuvent lui adresser à tout moment une demande de réexamen de la décision par laquelle ils ont été inclus dans cette liste, en y joignant toute pièce justificative utile. Cette demande doit être envoyée à l'adresse suivante:

United Nations — Focal point for delisting
Security Council Subsidiary Organs Branch
Room S-3055 E
New York, NY 10017
United States of America

Pour de plus amples informations, voir

<http://www.un.org/sc/committees/1267/delisting.shtml>

⁽¹⁾ JO L 139 du 29.5.2002, p. 4. Position commune modifiée en dernier lieu par la position commune 2003/140/PESC (JO L 53 du 28.2.2003, p. 62).

3. À la suite de la décision des Nations unies visée au point 2, la Commission a adopté le règlement (CE) n° 184/2009 ⁽¹⁾, qui modifie l'annexe I du règlement (CE) n° 881/2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban ⁽²⁾ conformément à l'article 7, paragraphe 1, dudit règlement.

En conséquence, les mesures ci-après, prévues par le règlement (CE) n° 881/2002, s'appliquent aux personnes physiques et morales, groupes et entités concernés:

- (1) le gel de tous les fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques appartenant à, en possession de ou détenus par les personnes, groupes et entités concernés et l'interdiction de mettre ces fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques, directement ou indirectement, à leur disposition ou de les utiliser à leur bénéfice (articles 2 et 2 bis ⁽³⁾); et
- (2) l'interdiction d'offrir, de vendre, de fournir ou de transférer, directement ou indirectement, des conseils techniques, une aide ou une formation en rapport avec des activités militaires (article 3).

4. Les personnes physiques inscrites sur la liste par le règlement (CE) n° 184/2009 peuvent demander à la Commission de leur communiquer les raisons de cette inscription. Cette demande doit être envoyée à l'adresse suivante:

Commission européenne
DG Relations extérieures
Direction A Plateforme de crises — Coordination politique dans la politique extérieure et de sécurité commune
Unité A2 Gestion de crises et consolidation de la paix
CHAR 12/45
1049 Bruxelles
BELGIQUE

5. L'attention des personnes physiques concernées est également attirée sur la possibilité de contester le règlement (CE) n° 184/2009 devant le Tribunal de première instance des Communautés européennes, dans les conditions prévues à l'article 230, quatrième et cinquième alinéas, du traité instituant la Communauté européenne.

6. Les données à caractère personnel se rapportant aux personnes physiques inscrites sur la liste par le règlement (CE) n° 184/2009 seront traitées conformément aux règles fixées par le règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données ⁽⁴⁾. Les demandes éventuelles, telles que, par exemple, les demandes de renseignements complémentaires ou d'exercice des droits conférés par le règlement (CE) n° 45/2001 (accès aux données à caractère personnel ou rectification de celles-ci, par exemple) doivent être envoyées à l'adresse mentionnée au point 4 ci-dessus.

7. À des fins de bonne administration, l'attention des personnes physiques inscrites sur la liste figurant à l'annexe I du règlement (CE) n° 881/2002 est attirée sur le fait qu'il est possible de présenter aux autorités compétentes de l'État membre concerné (ou des États membres concernés), énumérées à l'annexe II du règlement, une demande visant à obtenir l'autorisation d'utiliser les fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques gelés pour couvrir des besoins essentiels ou procéder à certains paiements conformément à l'article 2 bis dudit règlement.

⁽¹⁾ JO L 63 du 7.3.2009, p. 11.

⁽²⁾ JO L 139 du 29.5.2002, p. 9.

⁽³⁾ L'article 2 bis a été ajouté par le règlement (CE) n° 561/2003 du Conseil (JO L 82 du 29.3.2003, p. 1).

⁽⁴⁾ JO L 8 du 12.1.2001, p. 1.

RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'avis du comité consultatif en matière de concentrations rendu lors de sa réunion du 2 juin 2008 sur un projet de décision dans l'affaire COMP/M.4942 — Nokia/Navteq — Rapporteur: France

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 13 du 20 janvier 2009)

(2009/C 56/13)

Page II de couverture, dans le titre du sommaire, et page 6, dans le titre:

au lieu de: «[...] lors de sa réunion du 2 juin 2008 [...]»

lire: «[...] lors de sa réunion du 20 juin 2008 [...]».

Rectificatif à la liste des eaux minérales naturelles en Islande et en Norvège visée à l'article 1^{er} de la directive 80/777/CEE du Conseil du 15 juillet 1980 relative au rapprochement des législations des États membres concernant l'exploitation et la commercialisation des eaux minérales naturelles (annule et remplace le texte publié au JO C 297 du 20.11.2008, p. 177 et dans le supplément EEE n° 69 du 20 novembre 2008, p. 1)

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 23 du 29 janvier 2009)

(2009/C 56/14)

Page II de couverture, dans le titre du sommaire, et page 11, dans le titre:

au lieu de: «[...] JO C 297 du 20.11.2008, p. 177 [...]»

lire: «[...] JO C 297 du 20.11.2008, p. 17 [...]».
